



ORDER PAPER
AND
NOTICE PAPER

FEUILLETON
ET
FEUILLETON DES PRÉAVIS

N° 202

Monday, May 7, 2018

Le lundi 7 mai 2018

Hour of meeting
6 p.m.

Heure de la séance
18 heures

For further information, contact the
Journals Office – (613) 992-2914 or (613) 992-0885

S'adresser au Bureau des Journaux pour toute demande
de renseignements – (613) 992-0885 ou (613) 992-2914

Order of Business

(The following is an outline of a typical sitting day in the Senate. Variations are possible subject to the Rules and to the decisions of the Senate.)

Senators' Statements (15 minutes)

ROUTINE PROCEEDINGS (30 minutes)

1. Tabling of Documents
2. Presenting or Tabling Reports from Committees
3. Government Notices of Motions
4. Government Notices of Inquiries
5. Introduction and First Reading of Government Bills
6. Introduction and First Reading of Senate Public Bills
7. First Reading of Commons Public Bills
8. Reading of Petitions for Private Bills
9. Introduction and First Reading of Private Bills
10. Tabling of Reports from Interparliamentary Delegations
11. Notices of Motions
12. Notices of Inquiries
13. Tabling of Petitions

Question Period (30 minutes)

Delayed Answers

ORDERS OF THE DAY

Government Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Bills — Third Reading
- Bills — Reports of Committees
- Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

Other Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Senate Public Bills — Third Reading
- Commons Public Bills — Third Reading
- Private Bills — Third Reading
- Senate Public Bills — Reports of Committees
- Commons Public Bills — Reports of Committees
- Private Bills — Reports of Committees
- Senate Public Bills — Second Reading
- Commons Public Bills — Second Reading
- Private Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

NOTICE PAPER

- Notices of Motions
- Notices of Inquiries

Ordre des travaux

(Voici un aperçu d'une séance typique du Sénat. Des variantes sont possibles, sous réserve de l'application du Règlement et des décisions du Sénat.)

Déclarations de sénateurs (15 minutes)

AFFAIRES COURANTES (30 minutes)

1. Dépôt de documents
2. Présentation ou dépôt de rapports de comités
3. Préavis de motions du gouvernement
4. Préavis d'interpellations du gouvernement
5. Dépôt et première lecture de projets de loi du gouvernement
6. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt public du Sénat
7. Première lecture de projets de loi d'intérêt public des Communes
8. Lecture de pétitions pour des projets de loi d'intérêt privé
9. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt privé
10. Dépôt de rapports de délégations interparlementaires
11. Préavis de motions
12. Préavis d'interpellations
13. Dépôt de pétitions

Période des questions (30 minutes)

Réponses différées

ORDRE DU JOUR

Affaires du gouvernement

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi — Troisième lecture
- Projets de loi — Rapports de comités
- Projets de loi — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

Autres affaires

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt privé — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

FEUILLETON DES PRÉAVIS

- Préavis de motions
- Préavis d'interpellations

ORDERS OF THE DAY

GOVERNMENT BUSINESS

Bills – Messages from the House of Commons

No. 1.

May 1, 2018—Consideration of the amendments by the House of Commons to Bill S-5, An Act to amend the Tobacco Act and the Non-smokers' Health Act and to make consequential amendments to other Acts:

1. *Clause 18, pages 12 and 13*: replace line 36 on page 12 to line 7 on page 13 with the following:

“product, means

(a) that the product

(i) contains a drug that is set out in the prescription drug list, as amended from time to time, established under subsection 29.1(1) of the *Food and Drugs Act*, or a drug that is part of a class of drugs that is set out in that list, and

(ii) is the subject of an authorization issued under that Act authorizing its sale; or

(b) that the product contains a *controlled substance*, as defined in subsection 2(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*, the sale or provision of which is authorized under that Act.”.

2. *Clause 20, page 13*: replace line 32 with the following:

“product unless the product and the package containing it display, in the”.

3. *Clause 22, page 15*: replace line 21 with the following:

“(a) respecting the information that must appear on tobacco products and to-”.

4. *Clause 32, page 19*: add the following after line 7:

“**23.3** No person shall promote or sell a device that is a tobacco product or a part that may be used with such a device, whether or not the device or part contains tobacco, if the device or part has an appearance, shape or other sensory attribute or a function for which there are reasonable grounds to believe that it could make the device or part appealing to young persons.”.

5. *Clause 36, page 21*:

(a) delete lines 22 to 29; and

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES DU GOUVERNEMENT

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes

N° 1.

Le 1^{er} mai 2018—Étude des amendements apportés par la Chambre des communes au projet de loi S-5, Loi modifiant la Loi sur le tabac, la Loi sur la santé des non-fumeurs et d'autres lois en conséquence :

1. *Article 18, pages 12 et 13* : remplacer le passage commençant à la ligne 37, page 12, et se terminant à la ligne 7, page 13 par ce qui suit :

« de vapotage qui, selon le cas :

a) contient une drogue figurant sur la liste des drogues sur ordonnance, avec ses modifications successives, établie en vertu du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur les aliments et drogues* ou faisant partie d'une catégorie de drogues figurant sur cette liste et est visé par une autorisation qui en permet la vente, délivrée sous le régime de cette loi;

b) contient une *substance désignée*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, dont la vente ou la fourniture sont autorisées sous le régime de cette loi. ».

2. *Article 20, page 13* : remplacer la ligne 33 par ce qui suit :

« le produit et l'emballage, en la forme et selon les modalités réglemen- ».

3. *Article 22, page 15* : remplacer la ligne 26 par ce qui suit :

« leurs émissions qui doit figurer sur les produits du tabac et sur l'emballage de ces ».

4. *Article 32, page 19* : ajouter, après la ligne 8, ce qui suit :

« **23.3** Il est interdit de faire la promotion d'un dispositif qui est un produit du tabac ou d'une pièce qui peut être utilisée avec ce dispositif, qu'ils contiennent ou non du tabac, ou de les vendre s'il existe des motifs raisonnables de croire que leur forme, leur apparence ou une autre de leurs propriétés sensorielles ou encore une fonction dont ils sont dotés pourraient les rendre attrayants pour les jeunes. ».

5. *Article 36, page 21* :

a) supprimer les lignes 25 à 33;

- (b) renumber the remaining provision and amend all references to it accordingly.
- b) apporter les changements de désignation numérique et de présentation des renvois qui en découlent.
6. *Clause 44, pages 28 and 29:*
- (a) on page 28, delete lines 25 to 27;
- (b) on pages 28 and 29, reletter paragraphs (f.01), (f.1), (f.2) and (f.3) as paragraphs (f), (e.1), (e.2) and (e.3), respectively;
- (c) on page 29, replace line 10 with the following:
“following after paragraph (e)”; and
- (d) on page 29, replace line 24 with the following:
“(6) Paragraph 33(e.2) of the Act is replaced by the”.
6. *Article 44, pages 28 et 29 :*
- a) à la page 28, supprimer les lignes 27 à 29;
- b) aux pages 28 et 29, apporter les changements de désignation des alinéas f.01), f.1), f.2) et f.3), en tant qu’alinéas f), e.1), e.2) et e.3), respectivement;
- c) à la page 29, remplacer la ligne 11 par ce qui suit :
« jonction, après l’alinéa e), de ce qui suit : »;
- d) à la page 29, par substitution, à la ligne 25 de ce qui suit :
« (6) L’alinéa 33e.2) de la même loi est remplacé par ».
7. *Clause 52, page 36:* replace lines 9 to 19 with the following:
“52 Section 42.1 of the Act is repealed.”
7. *Article 52, page 36 :* remplacer les lignes 8 à 20 par ce qui suit :
« 52 L’article 42.1 de la même loi est abrogé. ».
8. *Clause 53, page 36:*
- (a) replace line 21 with the following:
“before Part VI”;
- (b) replace line 25 with the following:
 “that are regulated under the *Food and Drugs Act* or that contain a *controlled substance*, as defined in subsection 2(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*.”; and
- (c) replace line 29 with the following:
 “*and Drugs Act*, or on the basis of type of licence, permit, authorization or exemption issued or granted under the *Controlled Drugs and Substances Act*.”.
8. *Article 53, page 36 :*
- a) remplacer la ligne 22 par ce qui suit :
« avant la partie VI, de ce qui suit : »;
- b) remplacer la ligne 27 par ce qui suit :
 « *aliments et drogues* ou qui contiennent une *substance désignée* au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, ou à l’égard de certains de ces pro- »;
- c) remplacer la ligne 32 par ce qui suit :
 « *vrée* sous le régime de la *Loi sur les aliments et drogues* ou en fonction du type de licence, de permis, d’autorisation ou d’exemption accordé sous le régime de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. ».
9. *Clause 61, page 40:* replace line 15 with the following:
 “or (2), section 25, 27, 30.1 or 30.2, subsection 30.3(1)”.
9. *Article 61, page 40 :* remplacer la ligne 18 par ce qui suit :
 « (2), aux articles 25, 27, 30.1 ou 30.2, aux paragraphes ».
10. *Clause 63, page 40:*
- (a) replace line 32 with the following:
 “(2), 23.1(1) or (2) or 23.2(1) or (2), section 23.3, subsection 24(1) or (2), section 25,”; and
- (b) replace line 33 with the following:
 “27, 30.1 or 30.2, subsection 30.21(1) or 30.3(1) or (2)”.
10. *Article 63, page 40 :*
- a) remplacer la ligne 37 par ce qui suit :
 « 23(1) ou (2), 23.1(1) ou (2) ou 23.2(1) ou (2), à l’article 23.3, aux paragraphes 24(1) ou (2), »;
- b) remplacer la ligne 38 par ce qui suit :
 « aux articles 25, 27, 30.1 ou 30.2, aux paragraphes ».
11. *Clause 68, page 42:*
- (a) replace line 25 with the following:
“adding “Tobacco products, except those that are manufactured or sold for export””; and
11. *Article 68, pages 42 et 43 :*
- a) à la page 42, remplacer la ligne 28 par ce qui suit :
« de l’article 1.2, des mots « Les produits du tabac, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation »; »;

(b) replace line 33 with the following:

“adding “Tobacco products, except those that are manufactured or sold for export”.

(4) The schedule to the Act is amended by replacing the portion of items 1 to 13 in column 2 with the following:

Item	Column 2 Tobacco Product
1	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Cigars that have a wrapper that is not fitted in spiral form, cigars that have tipping paper and little cigars (3) Blunt wraps
1.1	Cigars that have a wrapper fitted in spiral form and that weigh more than 1.4 g but not more than 6 g, excluding the weight of any mouthpiece or tip, other than those referred to in item 1 and those that are manufactured or sold for export
2	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
3	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
4	Cigarettes, except those that are manufactured or sold for export
4.1	Blunt wraps, except those that are manufactured or sold for export
4.2	Cigars, except the following: (1) Little cigars (2) Cigars that have tipping paper (3) Cigars that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Cigars that are manufactured or sold for export
4.3	Little cigars, except those that are manufactured or sold for export

b) à la page 43, remplacer la ligne 2 par ce qui suit :

« de l'article 9.1, des mots « Les produits du tabac, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation ».

(4) L'annexe de la même loi est modifiée par remplacement du passage des articles 1 à 13 à la colonne 2 par ce qui suit :

Article	Colonne 2 Produit du tabac
1	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les cigares qui sont munis d'une cape non apposée en hélice, les cigares avec papier de manchette et les petits cigares (3) les feuilles d'enveloppe
1.1	Les cigares qui sont munis d'une cape apposée en hélice et pèsent plus de 1,4 g mais au plus 6 g, sans le poids des embouts, sauf ceux visés à l'article 1 et ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
2	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
3	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
4	Les cigarettes, sauf celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
4.1	Les feuilles d'enveloppe, sauf celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
4.2	Les cigares, sauf les suivants : (1) les petits cigares (2) les cigares avec papier de manchette (3) les cigares qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les cigares qui sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
4.3	Les petits cigares, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation

4.4	Cigars that have tipping paper, except those that are manufactured or sold for export and little cigars
5	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
6	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
7	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
8	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
9	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
10	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps

4.4	Les cigares avec papier de manchette, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation et les petits cigares
5	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
6	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
7	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
8	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
9	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
10	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe

11	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
12	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps
13	Except those that are manufactured or sold for export, the following: (1) Cigarettes (2) Little cigars (3) All other cigars, except those that weigh more than 6 g excluding the weight of any mouthpiece or tip, have a wrapper fitted in spiral form and do not have tipping paper (4) Blunt wraps

”.

12. *Clause 75, page 44:*

- (a) replace line 14 with the following:

“75 (1) **Subsection 4(2) of the *Canada Consumer***”; and

- (b) add the following after line 23:

“(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**(4) The *Consumer Chemicals and Containers Regulations, 2001* do not apply in respect of vaping products, within the meaning of paragraphs (a) to (c) of the definition *vaping product* in section 2 of the *Tobacco and Vaping Products Act*, unless those regulations are amended to expressly provide that they apply in respect of those products.****(3) Subsection 4(4) of the Act is repealed.”.**13. *New Clause 79.1, page 47:* add the following after line 14:**“79.1 If Bill C-45, introduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled *An Act respecting cannabis and to amend the Controlled Drugs and Substances Act, the Criminal Code and other Acts*, receives royal assent, then, on the first day on which both subsection 204(1) of that Act and section 3 of this Act are in force,**

11	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
12	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe
13	Sauf s'ils sont fabriqués ou vendus en vue de leur exportation : (1) les cigarettes (2) les petits cigares (3) tous les autres cigares, sauf ceux qui pèsent plus de 6 g, sans le poids des embouts, sont munis d'une cape apposée en hélice et n'ont pas de papier de manchette (4) les feuilles d'enveloppe

».

12. *Article 75, page 44 :*

- a) remplacer la ligne 17 par ce qui suit :

« 75 (1) **Le paragraphe 4(2) de la *Loi canadienne sur*** »;

- b) à la page 44, ajouter, après la ligne 28, ce qui suit :

« (2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**(4) Le *Règlement sur les produits chimiques et contenant de consommation (2001)* ne s'applique à l'égard des *produits de vapotage* visés aux alinéas a) à c) de la définition de ce terme, à l'article 2 de la *Loi sur le tabac et les produits de vapotage*, que s'il est modifié pour le prévoir expressément.****(3) Le paragraphe 4(4) de la même loi est abrogé. ».**13. *Nouvel article 79.1, page 47 :* ajouter, après la ligne 14, ce qui suit :**« 79.1 En cas de sanction du projet de loi C-45, déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature et intitulé *Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois*, dès le premier jour où le paragraphe 204(1) de cette loi et l'article 3 de la présente loi sont tous deux en vigueur :**

(a) the definition *accessory* in section 2 of the *Tobacco and Vaping Products Act* is replaced by the following:

accessory means a product that may be used in the consumption of a tobacco product, including a pipe, cigarette holder, cigar clip, lighter and matches, and also means a water pipe. It does not include *cannabis accessories*, as defined in subsection 2(1) of the *Cannabis Act*. (*accessoire*)

(b) the portion of the definition *vaping product* in section 2 of the *Tobacco and Vaping Products Act* after paragraph (d) is replaced by the following:

It does not include devices and substances or mixtures of substances that are excluded by the regulations, *cannabis*, as defined in subsection 2(1) of the *Cannabis Act*, *cannabis accessories*, as defined in that subsection, tobacco products or their accessories. (*produit de vapotage*)”.

14. *Clause 80, pages 47 and 48:*

- (a) on page 47, replace lines 26 and 27 with the following:

“**38 and 40, subsections 44(2) and (5), sections 56, 62 and 63, subsections 68(1) to (3) and sections 69 and 70 come into force on the 180th**”; and

- (b) on page 48, add after line 12 the following:

“**(8) Subsection 75(3) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**”.

15. *Schedule, page 50:*

- (a) replace the portion of items 1 to 9 in column 2 of Schedule 2 with the following:

“

Item	Column 2 Vaping Product
1	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
2	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
3	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
4	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
5	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export

a) la définition de *accessoire*, à l'article 2 de la *Loi sur le tabac et les produits de vapotage*, est remplacée par ce qui suit :

accessoire Produit qui peut être utilisé pour la consommation d'un produit du tabac, notamment une pipe, un fume-cigarette, un coupe-cigare, des allumettes ou un briquet. La présente définition vise également la pipe à eau, mais ne vise pas les *accessoires* au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur le cannabis*. (*accessory*)

b) le passage de la définition de *produit de vapotage* suivant l'alinéa d), à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

Ne sont toutefois pas des produits de vapotage les dispositifs et substances ou mélanges de substances exclus par règlement, le *cannabis*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur le cannabis*, les *accessoires*, au sens de ce paragraphe, et les produits du tabac et leurs accessoires. (*vaping product*) ».

14. *Article 80, pages 47 et 48 :*

- a) à la page 47, remplacer les lignes 26 et 27 par ce qui suit :

« **32, 37, 38 et 40, les paragraphes 44(2) et (5), les articles 56, 62 et 63, les paragraphes 68(1) à (3) et les articles 69 et 70 entrent en vigueur le** »;

- b) à la page 48, ajouter, après la ligne 11, ce qui suit :

« **(8) Le paragraphe 75(3) entre en vigueur à la date fixée par décret.** ».

15. *Annexe, page 51 :*

- a) remplacer le passage des articles 1 à 9, à la colonne 2 de l'annexe 2 par ce qui suit :

«

Article	Colonne 2 Produit de vapotage
1	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
2	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
3	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
4	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
5	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation

6	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
7	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
8	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export
9	Vaping substances, except prescription vaping substances and vaping substances that are manufactured or sold for export

”; and

- (b) replace the portion of items 1 to 5 in column 2 of Schedule 3 with the following:

“

Item	Column 2 Vaping Product
1	Vaping products, except prescription vaping products and vaping products that are manufactured or sold for export
2	Vaping products, except prescription vaping products and vaping products that are manufactured or sold for export
3	Vaping products, except vaping products that are manufactured or sold for export
4	Vaping products, except vaping products that are manufactured or sold for export
5	Vaping products, except vaping products that are manufactured or sold for export

”.

No. 2.

May 3, 2018—Consideration of the message from the House of Commons concerning Bill C-49, An Act to amend the Canada Transportation Act and other Acts respecting transportation and to make related and consequential amendments to other Acts:

Thursday, May 3, 2018

ORDERED,—That a Message be sent to the Senate to acquaint their Honours that this House:

agrees with amendments 2, 7(a) and 10(b) made by the Senate;

respectfully disagrees with amendments 1(a)(i), 1(b), 5(a)(i), 5(b) because the issues raised by the amendments are addressed in the bill or by existing legislation;

6	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
7	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
8	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation
9	Substances de vapotage, sauf celles sur ordonnance et celles fabriquées ou vendues en vue de leur exportation

»;

- b) remplacer le passage des articles 1 à 5, à la colonne 2 de l'annexe 3 par ce qui suit :

«

Article	Colonne 2 Produit de vapotage
1	Produits de vapotage, sauf ceux sur ordonnance et ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
2	Produits de vapotage, sauf ceux sur ordonnance et ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
3	Produits de vapotage, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
4	Produits de vapotage, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation
5	Produits de vapotage, sauf ceux fabriqués ou vendus en vue de leur exportation

».

N° 2.

Le 3 mai 2018—Étude du message de la Chambre des communes concernant le projet de loi C-49, Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada et à d'autres lois concernant les transports ainsi que des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois :

Le jeudi 3 mai 2018

Il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat afin d'informer leurs Honneurs que cette Chambre :

accepte les amendements 2, 7a) et 10b) apportés par le Sénat;

rejette respectueusement les amendements 1a)(i), 1b), 5a)(i) et 5b) parce que le projet de loi C-49 contient déjà des mesures qui visent les enjeux soulevés par les amendements ou par des dispositions législatives existantes;

respectfully disagrees with amendment 1(a)(ii) because this would affect the Minister's ability to issue a decision on an application for a joint venture within the timelines set forth in the bill;

respectfully disagrees with amendments 3 and 4 because the passenger rights will be established in regulation by the Canada Transportation Agency, as opposed to the airlines, and will automatically be incorporated into an airline tariff for the benefit of the passenger, and furthermore, Bill C-49 does not preclude third party advocates from filing complaints on the content of terms and conditions of tariffs they find unreasonable;

respectfully disagrees with amendment 5(a)(ii) because Bill C-49 mandates new regulations that would specify carriers' obligations or standards of treatment of passengers for any delays, including a tarmac delay, as well as specific obligations for tarmac delays of more than three hours;

respectfully disagrees with amendment 5(a)(iii) because further study and consultation with concerned parties, including the federal agencies responsible for official languages, the Official Languages Commissioner and the industry stakeholders are required to better understand the economic implications and competitiveness on the Canadian air sector;

proposes that amendment 6 be amended by replacing the text of subsection (1.01) and (1.1) with the following "(1.1) For the purpose of an investigation conducted under subsection (1), the Agency shall allow a company at least 20 days to file an answer and at least 10 days for a complainant to file a reply. (1.11) The Agency may, with the authorization of the Minister and subject to any terms and conditions that the Minister considers appropriate, of its own motion, conduct an investigation to determine whether a railway company is fulfilling its service obligations. The Agency shall conduct the investigation as expeditiously as possible and make its determination within 90 days after the investigation begins.";

proposes that amendment 7(b) be amended by replacing the text with the following text "in Canada that is in the reasonable direction of the shipper's traffic and its destination";

in order to keep the intent of the Senate amendment 7(b), proposes to add the following amendment to Clause 95, subsection (5), page 64, by replacing line 8 with the following "km of an interchange in Canada that is in the reasonable direction of the shipper's traffic and its destination";

respectfully disagrees with amendment 7(c) because shippers in the Maritimes will continue to have access to other shipper remedies in the Act;

respectfully disagrees with amendment 8 because the final offer arbitration is not intended to be a cost-based remedy but rather a commercially-based process to settle a dispute during a negotiation of a confidential commercial contract;

rejette respectueusement l'amendement 1a)(ii) parce qu'il aurait une incidence sur la capacité du ministre de prendre une décision sur une demande de coentreprise dans les délais établis dans le projet de loi;

rejette respectueusement les amendements 3 et 4 parce que les droits des passagers seront établis par règlement par l'Office des transports du Canada, plutôt que par les compagnies aériennes, et ils seront automatiquement intégrés dans le tarif aérien dans l'intérêt des passagers, et le projet de loi C-49 n'empêche pas les intervenants tiers de continuer à déposer des plaintes sur le contenu des conditions des tarifs qu'ils trouvent déraisonnables;

rejette respectueusement l'amendement 5a)(ii) parce que le projet de loi C-49 rend obligatoire une nouvelle réglementation qui préciserait les obligations imposées aux transporteurs ou les normes à respecter quant au traitement des passagers dans le cas de tout retard, y compris les retards sur l'aire de trafic, ainsi que des obligations précises pour les retards sur l'aire de trafic de plus de trois heures;

rejette respectueusement l'amendement 5a)(iii) parce que d'autres études et consultations auprès de parties concernées, y compris les organismes fédéraux responsables des langues officielles, le commissaire aux langues officielles et les intervenants de l'industrie, sont requises afin de mieux comprendre les incidences sur les plans économique et concurrentiel pour le secteur aérien canadien;

propose que l'amendement 6 soit modifié en remplaçant le texte des paragraphes (1.01) et (1.1) par ce qui suit « (1.1) Dans le cadre d'une enquête menée au titre du paragraphe (1), l'Office accorde à la compagnie au moins vingt jours pour produire sa réponse et au moins dix jours au plaignant pour produire sa réplique. (1.11) L'Office peut, si le ministre l'autorise et selon les conditions que celui-ci estime indiquées, enquêter de sa propre initiative sur la question de savoir si une compagnie de chemin de fer s'acquitte de ses obligations prévues par les articles 113 ou 114. L'Office mène l'enquête aussi rapidement que possible et décide de la question dans les quatre-vingt-dix jours suivant le début de l'enquête. »;

propose que l'amendement 7b) soit modifié en remplaçant le texte par le texte suivant « ou à la distance supérieure prévue par règlement et le lieu de correspondance est situé dans la direction la plus judicieuse du transport vers sa destination; »;

afin de maintenir l'intention de l'amendement du Sénat 7b), propose d'ajouter l'amendement suivant au paragraphe 95(5), page 64, en remplaçant la ligne 9, par ce qui suit : « lomètres d'un lieu de correspondance situé au Canada qui est dans la direction la plus judicieuse du transport vers sa destination »;

rejette respectueusement l'amendement 7c) parce que les expéditeurs des Maritimes continueront d'avoir accès à d'autres recours selon la Loi;

rejette respectueusement l'amendement 8 parce que l'arbitrage sur l'offre finale ne doit pas être une mesure corrective fondée sur les coûts, mais plutôt un processus commercial qui vise le règlement de différends en cours de négociation d'un contrat commercial confidentiel;

proposes that amendment 9 be amended by replacing the text of the amendment with the following text “59.1 (1) Schedule II to the Act is amended by replacing “Bean (except soybean) derivatives (flour, protein, isolates, fibre)” with “Bean (including soybean) derivatives (flour, protein, isolates, fibre)”. (2) Schedule II to the Act is amended by replacing “Beans (except soybeans), including faba beans, splits and screenings” with “Beans, including soybeans, faba beans, splits and screenings”. (3) Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, “Meal, soybean”, “Meal, oil cake, soybean”, “Oil, soybean” and “Oil cake, soybean”.”;

respectfully disagrees with amendment 10(a) because it would significantly impact the ability of railways to ensure the safety of railway operations.

propose que l’amendement 9 soit modifié en remplaçant le texte de l’amendement par le texte suivant « 59.1 (1) Dans l’annexe II de la même loi, « Dérivés de la fève (à l’exclusion de soja) (farine, protéines, isolats, fibres) » est remplacé par « Dérivés de la fève, y compris le soya (farine, protéines, isolats, fibres) ». (2) Dans l’annexe II de la même loi, « Fèves (à l’exclusion du soja), marais, les fèves cassées et les criblures » est remplacé par « Fèves, y compris le soya, marais, les fèves cassées et les criblures ». (3) L’annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de « Farine de soya », « Farine de tourteau de soya », « Huile de soya » et « Tourteau de soya ». »;

rejette respectueusement l’amendement 10a) parce qu’il pourrait avoir une incidence considérable sur la capacité de la compagnie de chemin de fer à prévenir les accidents.

Bills – Third Reading

No. 1.

April 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Harder, P.C., seconded by the Honourable Senator Bellemare, for the third reading of Bill C-24, An Act to amend the Salaries Act and to make a consequential amendment to the Financial Administration Act.

Projets de loi – Troisième lecture

N° 1.

Le 18 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Harder, C.P., appuyée par l’honorable sénatrice Bellemare, tendant à la troisième lecture du projet de loi C-24, Loi modifiant la Loi sur les traitements et apportant une modification corrélative à la Loi sur la gestion des finances publiques.

Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi – Rapports de comités

Aucun

Bills – Second Reading

No. 1.

February 15, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Mitchell, for the second reading of Bill C-51, An Act to amend the Criminal Code and the Department of Justice Act and to make consequential amendments to another Act.

Projets de loi – Deuxième lecture

N° 1.

Le 15 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Sinclair, appuyée par l’honorable sénateur Mitchell, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-51, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice et apportant des modifications corrélatives à une autre loi.

No. 2.

May 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bovey, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the second reading of Bill C-55, An Act to amend the Oceans Act and the Canada Petroleum Resources Act.

No. 3.

February 6, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Cools, for the second reading of Bill C-58, An Act to amend the Access to Information Act and the Privacy Act and to make consequential amendments to other Acts.

Reports of Committees – Other

Nil

Motions**No. 1.**

December 8, 2015—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy:

That the following Address be presented to His Excellency the Governor General of Canada:

To His Excellency the Right Honourable David Johnston, Chancellor and Principal Companion of the Order of Canada, Chancellor and Commander of the Order of Military Merit, Chancellor and Commander of the Order of Merit of the Police Forces, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

MAY IT PLEASE YOUR EXCELLENCY:

We, Her Majesty's most loyal and dutiful subjects, the Senate of Canada in Parliament assembled, beg leave to offer our humble thanks to Your Excellency for the gracious Speech which Your Excellency has addressed to both Houses of Parliament.

N° 2.

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bovey, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi fédérale sur les hydrocarbures.

N° 3.

Le 6 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice Cools, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-58, Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence.

Rapports de comités – Autres

Aucun

Motions**N° 1.**

Le 8 décembre 2015—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy,

Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada :

À Son Excellence le très honorable David Johnston, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite militaire, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite des corps policiers, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

No. 182.**By the Honourable Senator Bellemare:**

May 3, 2018—That, in order to allow the Senate to receive a Minister of the Crown during Question Period as authorized by the Senate on December 10, 2015, and notwithstanding rule 4-7, when the Senate sits on Tuesday, May 8, 2018, Question Period shall begin at 3:30 p.m., with any proceedings then before the Senate being interrupted until the end of Question Period, which shall last a maximum of 40 minutes;

That, if a standing vote would conflict with the holding of Question Period at 3:30 p.m. on that day, the vote be postponed until immediately after the conclusion of Question Period;

That, if the bells are ringing for a vote at 3:30 p.m. on that day, they be interrupted for Question Period at that time, and resume thereafter for the balance of any time remaining; and

That, if the Senate concludes its business before 3:30 p.m. on that day, the sitting be suspended until that time for the purpose of holding Question Period.

N° 182.**Par l'honorable sénatrice Bellemare :**

Le 3 mai 2018—Que, pour permettre au Sénat de recevoir un ministre de la Couronne au cours de la période des questions tel qu'autorisé par le Sénat le 10 décembre 2015, et nonobstant ce que prévoit l'article 4-7 du Règlement, lorsque le Sénat siégera le mardi 8 mai 2018, la période des questions commence à 15 h 30, toutes les délibérations alors en cours au Sénat étant interrompues jusqu'à la fin de la période des questions, qui sera d'une durée maximale de 40 minutes;

Que, si un vote par appel nominal coïncide avec la période des questions tenue à 15 h 30 ce jour-là, ce vote soit reporté et ait lieu immédiatement après la période des questions;

Que, si la sonnerie d'appel pour un vote retentit à 15 h 30 ce jour-là, elle cesse de se faire entendre pendant la période des questions et qu'elle retentisse de nouveau à la fin de la période des questions pour le temps restant;

Que, si le Sénat termine ses travaux avant 15 h 30 ce jour-là, la séance soit suspendue jusqu'à 15 h 30, heure de la période des questions.

Inquiries**No. 3.****By the Honourable Senator Harder, P.C.:**

February 28, 2018—That he will call the attention of the Senate to the budget entitled *Equality + Growth: A Strong Middle Class*, tabled in the House of Commons on February 27, 2018, by the Minister of Finance, the Honourable Bill Morneau, P.C., M.P., and in the Senate on February 28, 2018.

Interpellations**N° 3.****Par l'honorable sénateur Harder, C.P. :**

Le 28 février 2018—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le budget intitulé *Égalité + croissance : Une classe moyenne forte*, déposé à la Chambre des communes le 27 février 2018 par le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, C.P., député, et au Sénat le 28 février 2018.

Other

Nil

Autres affaires

Aucune

OTHER BUSINESS

Rule 4-15(2) states:

Except as otherwise ordered by the Senate, any item of Other Business on the Order Paper and any motion or inquiry on the Notice Paper that have not been proceeded with during 15 sitting days shall be dropped from the Order Paper and Notice Paper.

Consequently, the number appearing in parentheses indicates the number of sittings since the item was last proceeded with.

Bills – Messages from the House of Commons

Nil

AUTRES AFFAIRES

L'article 4-15(2) du Règlement stipule :

Sauf décision contraire du Sénat, sont supprimées les affaires, autres que celles du gouvernement, figurant au Feuilleton et les motions ou interpellations au Feuilleton des préavis qui n'ont pas été discutées depuis 15 jours de séance.

En conséquence, le numéro qui apparaît entre parenthèses indique le nombre de séances depuis que cet article a été discuté.

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes

Aucun

Senate Public Bills – Third Reading

No. 1. (two)

April 26, 2018—Third reading of Bill S-203, An Act to amend the Criminal Code and other Acts (ending the captivity of whales and dolphins), as amended.—(*Honourable Senator Sinclair*)

No. 2.

March 28, 2017—Third reading of Bill S-213, An Act to amend the Constitution Act, 1867 and the Parliament of Canada Act (Speakership of the Senate).—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 3. (twelve)

March 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Stewart Olsen, seconded by the Honourable Senator White, for the third reading of Bill S-214, An Act to amend the Food and Drugs Act (cruelty-free cosmetics), as amended.—(*Honourable Senator Dyck*)

No. 4. (one)

June 13, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Tkachuk, seconded by the Honourable Senator Carignan, P.C., for the third reading of Bill S-219, An Act to deter Iran-sponsored terrorism, incitement to hatred, and human rights violations.—(*Honourable Senator Mitchell*)

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Troisième lecture

N° 1. (deux)

Le 26 avril 2018—Troisième lecture du projet de loi S-203, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (fin de la captivité des baleines et des dauphins), tel que modifié.—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

N° 2.

Le 28 mars 2017—Troisième lecture du projet de loi S-213, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada (présidence du Sénat).—(*L'honorable sénateur Mercer*)

N° 3. (douze)

Le 1^{er} mars 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Stewart Olsen, appuyée par l'honorable sénateur White, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (cosmétiques sans cruauté), tel que modifié.—(*L'honorable sénatrice Dyck*)

N° 4. (un)

Le 13 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tkachuk, appuyée par l'honorable sénateur Carignan, C.P., tendant à la troisième lecture du projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l'Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l'incitation à la haine et des violations des droits de la personne.—(*L'honorable sénateur Mitchell*)

No. 5. (four)

April 24, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bovey, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the third reading of Bill S-234, An Act to amend the Parliament of Canada Act (Parliamentary Visual Artist Laureate), as amended.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 6. (five)

April 19, 2018—Third reading of Bill S-237, An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate), as amended.—(*Honourable Senator Ringuette*)

No. 7. (eight)

March 27, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator MacDonald, seconded by the Honourable Senator Tkachuk, for the third reading of Bill S-238, An Act to amend the Fisheries Act and the Wild Animal and Plant Protection and Regulation of International and Interprovincial Trade Act (importation of shark fins), as amended.—(*Honourable Senator Martin*)

N° 5. (quatre)

Le 24 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bovey, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la troisième lecture du projet de loi S-234, Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (artiste visuel officiel du Parlement), tel que modifié.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 6. (cinq)

Le 19 avril 2018—Troisième lecture du projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel), tel que modifié.—(*L'honorable sénatrice Ringuette*)

N° 7. (huit)

Le 27 mars 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur MacDonald, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-238, Loi modifiant la Loi sur les pêches et la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial (importation de nageoires de requin), tel que modifié.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

Commons Public Bills – Third Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Troisième lecture

Aucun

Private Bills – Third Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Troisième lecture

Aucun

Senate Public Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Rapports de comités

Aucun

Commons Public Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Rapports de comités

Aucun

Private Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt privé –
Rapports de comités**

Aucun

Senate Public Bills – Second Reading**No. 1.** (eight)

February 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Hervieux-Payette, P.C., seconded by the Honourable Senator Joyal, P.C., for the second reading of Bill S-206, An Act to amend the Criminal Code (protection of children against standard child-rearing violence).—(*Honourable Senator Andreychuk*)

No. 2. (five)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Enverga, for the second reading of Bill S-221, An Act to amend the Constitution Act, 1867 (Property qualifications of Senators).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 3. (one)

June 1, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Housakos, for the second reading of Bill S-239, An Act to amend the Canada Elections Act (eliminating foreign funding).—(*Honourable Senator Dupuis*)

No. 4. (two)

November 1, 2017—Second reading of Bill S-242, An Act to amend the Competition Act (misrepresentations to public).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 5.

November 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Downe, seconded by the Honourable Senator Eggleton, P.C., for the second reading of Bill S-243, An Act to amend the Canada Revenue Agency Act (reporting on unpaid income tax).—(*Honourable Senator Martin*)

**Projets de loi d'intérêt public du Sénat –
Deuxième lecture****N° 1.** (huit)

Le 2 février 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Hervieux-Payette, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Joyal, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-206, Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants contre la violence éducative ordinaire).—(*L'honorable sénatrice Andreychuk*)

N° 2. (cinq)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Enverga, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-221, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (qualifications des sénateurs en matière de propriété).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 3. (un)

Le 1^{er} juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénateur Housakos, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-239, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (élimination du financement étranger).—(*L'honorable sénatrice Dupuis*)

N° 4. (deux)

Le 1^{er} novembre 2017—Deuxième lecture du projet de loi S-242, Loi modifiant la Loi sur la concurrence (indications trompeuses).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 5.

Le 28 novembre 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Downe, appuyée par l'honorable sénateur Eggleton, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-243, Loi modifiant la Loi sur l'Agence du revenu du Canada (rapports concernant l'impôt sur le revenu impayé).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

No. 6. (three)

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Munson, seconded by the Honourable Senator Dawson, for the second reading of Bill S-244, An Act respecting Kindness Week.—(*Honourable Senator Plett*)

No. 7. (one)

May 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Day, seconded by the Honourable Senator Joyal, P.C., for the second reading of Bill S-246, An Act to amend the Borrowing Authority Act.—(*Honourable Senator Cools*)

No. 8. (six)

April 17, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the second reading of Bill S-247, An Act to establish International Mother Language Day.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 9. (five)

April 19, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Day, for the second reading of Bill S-248, An Act respecting National Physicians' Day.—(*Honourable Senator Maltais*)

No. 10. (three)

April 24, 2018—Second reading of Bill S-249, An Act respecting the development of a national strategy for the prevention of domestic violence.—(*Honourable Senator Manning*)

N° 6. (trois)

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Munson, appuyée par l'honorable sénateur Dawson, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-244, Loi instituant la Semaine de la gentillesse.—(*L'honorable sénateur Plett*)

N° 7. (un)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Day, appuyée par l'honorable sénateur Joyal, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-246, Loi modifiant la Loi autorisant certains emprunts.—(*L'honorable sénatrice Cools*)

N° 8. (six)

Le 17 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-247, Loi instituant la Journée internationale de la langue maternelle.—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 9. (cinq)

Le 19 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Day, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-248, Loi instituant la Journée nationale des médecins.—(*L'honorable sénateur Maltais*)

N° 10. (trois)

Le 24 avril 2018—Deuxième lecture du projet de loi S-249, Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale pour la prévention de la violence familiale.—(*L'honorable sénateur Manning*)

Commons Public Bills – Second Reading**No. 1.** (ten)

December 6, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mégie, seconded by the Honourable Senator Dupuis, for the second reading of Bill C-243, An Act respecting the development of a national maternity assistance program strategy.—(*Honourable Senator Marshall*)

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Deuxième lecture**N° 1.** (dix)

Le 6 décembre 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Mégie, appuyée par l'honorable sénatrice Dupuis, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-243, Loi visant l'élaboration d'une stratégie relative au programme national d'aide à la maternité.—(*L'honorable sénatrice Marshall*)

No. 2. (seven)

June 6, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Andreychuk, seconded by the Honourable Senator Seidman, for the second reading of Bill C-337, An Act to amend the Judges Act and the Criminal Code (sexual assault).—(*Honourable Senator Cools*)

N° 2. (sept)

Le 6 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Andreychuk, appuyée par l'honorable sénatrice Seidman, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-337, Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel (agression sexuelle).—(*L'honorable sénatrice Cools*)

Private Bills – Second Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Deuxième lecture

Aucun

Reports of Committees – Other**No. 1.** (fourteen)

November 15, 2016—Resuming debate on the consideration of the first report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward*, deposited with the Clerk of the Senate on October 4, 2016.—(*Honourable Senator Omidvar*)

Rapports de comités – Autres**N° 1.** (quatorze)

Le 15 novembre 2016—Reprise du débat sur l'étude du premier rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant*, déposé auprès du greffier du Sénat le 4 octobre 2016.—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

No. 5. (seven)

November 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Tannas, seconded by the Honourable Senator Wells, for the adoption of the sixth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Speakership)*, presented in the Senate on October 5, 2016.—(*Honourable Senator Mercer*)

N° 5. (sept)

Le 2 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tannas, appuyée par l'honorable sénateur Wells, tendant à l'adoption du sixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Présidence)*, présenté au Sénat le 5 octobre 2016.—(*L'honorable sénateur Mercer*)

No. 6.

November 22, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Massicotte, seconded by the Honourable Senator Moore for the adoption of the seventh report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Regional interest)*, presented in the Senate on October 18, 2016.—(*Honourable Senator Wells*)

N° 6.

Le 22 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Massicotte, appuyée par l'honorable sénateur Moore tendant à l'adoption du septième rapport (intérimaire), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Intérêt régional)*, présenté au Sénat le 18 octobre 2016.—(*L'honorable sénateur Wells*)

No. 7. (four)

February 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Beyak for the adoption of the ninth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Question Period)*, presented in the Senate on October 25, 2016.—(*Honourable Senator Smith*)

N° 7. (quatre)

Le 28 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénatrice Beyak tendant à l'adoption du neuvième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (période des questions)*, présenté au Sénat le 25 octobre 2016.—(*L'honorable sénateur Smith*)

No. 8. (six)

December 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Joyal, P.C., seconded by the Honourable Senator Cordy for the adoption of the tenth report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Nature)*, presented in the Senate on October 26, 2016.—(Honourable Senator Housakos)

No. 10. (eleven)

March 7, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator MacDonald, seconded by the Honourable Senator Patterson:

That the sixth report of the Standing Senate Committee on Transport and Communications, entitled *Pipelines for Oil: Protecting our Economy, Respecting our Environment*, deposited with the Clerk of the Senate on December 7, 2016 be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Natural Resources being identified as minister responsible for responding to the report, in consultation with the Ministers of Transport and Fisheries, Oceans and the Canadian Coast Guard.—(Honourable Senator Day)

No. 15. (eight)

March 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Fraser, seconded by the Honourable Senator Hubley for the adoption of the fourth report (interim) of the Standing Committee on Rules, Procedures and the Rights of Parliament, entitled *Sessional Order*, presented in the Senate on March 7, 2017.—(Honourable Senator Neufeld)

No. 50. (three)

November 1, 2017—Resuming debate on the consideration of the tenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources, entitled *Decarbonizing Transportation in Canada*, tabled in the Senate on June 22, 2017.—(Honourable Senator Neufeld)

No. 66. (thirteen)

February 13, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mockler, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the twenty-fourth report of the Standing Senate Committee on National Finance, entitled *Fair, Simple and Competitive Taxation: The way forward for Canada*, deposited with the Clerk of the Senate on December 13, 2017, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Finance being identified as minister responsible for responding to the report.—(Honourable Senator Pratte)

N° 8. (six)

Le 12 décembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Joyal, C.P., appuyée par l'honorable sénatrice Cordy tendant à l'adoption du dixième rapport (interim), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Nature)*, présenté au Sénat le 26 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Housakos)

N° 10. (onze)

Le 7 mars 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur MacDonald, appuyée par l'honorable sénateur Patterson,

Que le sixième rapport du Comité sénatorial permanent des transports et des communications, intitulé *Des pipelines pour le pétrole : protéger notre économie, respecter notre environnement*, qui a été déposé auprès du greffier du Sénat le 7 décembre 2016, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre des Ressources naturelles ayant été désigné ministre chargé de répondre à ce rapport, en consultation avec les ministres des Transports et des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.—(L'honorable sénateur Day)

N° 15. (huit)

Le 28 mars 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Fraser, appuyée par l'honorable sénatrice Hubley tendant à l'adoption du quatrième rapport (interim) du Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement, intitulé *Ordre sessionnel*, présenté au Sénat le 7 mars 2017.—(L'honorable sénateur Neufeld)

N° 50. (trois)

Le 1^{er} novembre 2017—Reprise du débat sur l'étude du dixième rapport (interim) du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, intitulé *La décarbonisation des transports au Canada*, déposé au Sénat le 22 juin 2017.—(L'honorable sénateur Neufeld)

N° 66. (treize)

Le 13 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Mockler, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk,

Que le vingt-quatrième rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, intitulé *Un régime fiscal équitable, simple et concurrentiel : La voie à suivre pour le Canada*, déposé auprès de la greffière du Sénat le 13 décembre 2017, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre des Finances étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport.—(L'honorable sénateur Pratte)

No. 75. (seven)

March 27, 2018—Consideration of the twenty-seventh report (interim) of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration, entitled *Parliamentary Translation Services*, tabled in the Senate on March 27, 2018.—(*Honourable Senator Campbell*)

Motions**No. 31.** (fifteen)

February 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Enverga:

That the Senate — in order to ensure transparency in the awarding of public funds and foster efficiency in infrastructure projects in the larger context of economic diversification and movement toward a greener economy, all while avoiding undue intervention in the federal-provincial division of powers — encourage the government to make provision in the budget for the creation of the Canadian Infrastructure Oversight and Best Practices Council, made up of experts in infrastructure projects from the provinces and territories, whose principal roles would be to:

1. collect information on federally funded infrastructure projects;
2. study the costs and benefits of federally funded infrastructure projects;
3. identify procurements best practices and of risk sharing;
4. promote these best practices among governments; and
5. promote project managers skills development; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that House with the above.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 73. (two)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Runciman:

Whereas the Senate provides representation for groups that are often underrepresented in Parliament, such as Aboriginal peoples, visible minorities and women;

Whereas paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* requires that, in order to be qualified for appointment to and to maintain a place in the Senate, a person must own land with a net worth of at least four thousand dollars in the province for which he or she is appointed;

N° 75. (sept)

Le 27 mars 2018—Étude du vingt-septième rapport (interim) du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, intitulé *Services de traduction parlementaire*, déposé au Sénat le 27 mars 2018.—(*L'honorable sénateur Campbell*)

Motions**N° 31.** (quinze)

Le 2 février 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Enverga,

Que le Sénat — dans le but d'assurer la transparence dans l'octroi des deniers publics et de promouvoir l'efficacité des projets d'infrastructures dans le contexte plus large de la diversification de l'économie et des ajustements vers une économie plus verte, tout en évitant une intervention indue dans la répartition des pouvoirs entre le fédéral et les provinces — encourage le gouvernement à prévoir dans le budget la création d'un Conseil canadien de veille sur les infrastructures et de promotion des meilleures pratiques, composé d'experts dans les projets d'infrastructures en provenance des provinces et des territoires, et ayant comme principales missions :

1. de colliger les informations sur les différents projets d'infrastructures financés par le fédéral;
2. d'étudier les coûts et les bénéfices liés aux différents projets d'infrastructures financés par le fédéral;
3. d'identifier les meilleures pratiques d'acquisitions au sens large et de partage de risques;
4. de faire la promotion de ces meilleures pratiques auprès des gouvernements;
5. de promouvoir le développement des compétences des gestionnaires de projets;

Qu'un message soit renvoyé à la Chambre des communes pour l'informer de ce qui précède.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 73. (deux)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Runciman,

Attendu :

que le Sénat défend les intérêts de groupes souvent sous-représentés au Parlement, tels les Autochtones, les minorités visibles et les femmes;

que le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoit qu'une personne doit, pour être nommée au Sénat et y conserver son siège, posséder des terres d'une valeur nette minimale de quatre mille dollars situées dans la province pour laquelle elle est nommée;

Whereas a person's personal circumstances or the availability of real property in a particular location may prevent him or her from owning the required property;

Whereas appointment to the Senate should not be restricted to those who own real property of a minimum net worth;

Whereas the existing real property qualification is inconsistent with the democratic values of modern Canadian society and is no longer an appropriate or relevant measure of the fitness of a person to serve in the Senate;

Whereas, in the case of Quebec, each of the twenty-four Senators representing the province must be appointed for and must have either their real property qualification in or be resident of a specified Electoral Division;

Whereas an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies;

Whereas the Supreme Court of Canada has determined that a full repeal of paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867*, respecting the real property qualification of Senators, would require a resolution of the Quebec National Assembly pursuant to section 43 of the *Constitution Act, 1982*;

Now, therefore, the Senate resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the Schedule hereto.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

1. **(1) Paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* is repealed.**

(2) Section 23 of the Act is amended by replacing the semi-colon at the end of paragraph (5) with a period and by repealing paragraph (6).

2. **The Declaration of Qualification set out in The Fifth Schedule to the Act is replaced by the following:**

I, *A.B.*, do declare and testify that I am by law duly qualified to be appointed a member of the Senate of Canada.

3. **This Amendment may be cited as the *Constitution Amendment, [year of proclamation] (Real property qualification of Senators)*.—(*Honourable Senator Gold*)**

qu'il se peut que des circonstances personnelles ou le marché immobilier d'une région donnée empêchent une personne de posséder la propriété requise;

que chacun devrait être admissible à une nomination au Sénat, indépendamment de la valeur nette de ses biens immobiliers;

que la qualification en matière de propriété immobilière n'est pas conforme aux valeurs démocratiques de la société canadienne moderne et qu'elle ne constitue plus une garantie adéquate ou valable de l'aptitude d'une personne à siéger au Sénat;

que chacun des vingt-quatre sénateurs du Québec est nommé pour un collège électoral donné et doit remplir la qualification en matière de propriété immobilière dans ce collège électoral ou y résider;

que les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province concernée;

que la Cour suprême du Canada a déclaré que l'abrogation complète du point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* concernant la qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière requiert une résolution de l'Assemblée nationale du Québec conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*,

Le Sénat a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

ANNEXE

MODIFICATION À LA CONSTITUTION DU CANADA

1. **(1) Le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé.**

(2) L'article 23 de la même loi est modifié par remplacement du point-virgule à la fin du point 5 par un point et par abrogation du point 6.

2. **La Déclaration des qualifications exigées figurant à la cinquième annexe de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

Je, *A.B.*, déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada.

3. **Titre de la présente modification : « *Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière)* ».— (*L'honorable sénateur Gold*)**

No. 89. (seven)

May 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C.:

That, in order to ensure that legislative reports of Senate committees follow a transparent, comprehensible and non-partisan methodology, the *Rules of the Senate* be amended by replacing rule 12-23(1) by the following:

“Obligation to report bill

12-23. (1) The committee to which a bill has been referred shall report the bill to the Senate. The report shall set out any amendments that the committee is recommending. In addition, the report shall have appended to it the committee’s observations on:

(a) whether the bill generally conforms with the Constitution of Canada, including:

- (i) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and
- (ii) the division of legislative powers between Parliament and the provincial and territorial legislatures;

(b) whether the bill conforms with treaties and international agreements that Canada has signed or ratified;

(c) whether the bill unduly impinges on any minority or economically disadvantaged groups;

(d) whether the bill has any impact on one or more provinces or territories;

(e) whether the appropriate consultations have been conducted;

(f) whether the bill contains any obvious drafting errors;

(g) all amendments moved but not adopted in the committee, including the text of these amendments; and

(h) any other matter that, in the committee’s opinion, should be brought to the attention of the Senate.”

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Nancy Ruth, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the following new subsection after proposed subsection (c):

“(d) whether the bill has received substantive gender-based analysis;” and

2. by changing the designation for current proposed subsections (d) to (h) to (e) to (i).—(*Honourable Senator Cools*)

N° 89. (sept)

Le 12 mai 2016—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénateur Harder, C.P.,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié, afin que les rapports législatifs des comités du Sénat respectent une méthodologie transparente, intelligible et non-partisane, par substitution de l’article 12-23(1) par ce qui suit :

« Obligation de faire rapport d’un projet de loi

12-23. (1) Le comité saisi d’un projet de loi doit en faire rapport au Sénat; ce rapport fait état de tout amendement recommandé par le comité et doit inclure en annexe les observations de celui-ci sur les sujets suivants :

a) la conformité, de manière générale, du projet de loi à la Constitution du Canada, notamment :

- (i) la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- (ii) le partage des compétences législatives entre le Parlement et les législatures provinciales et territoriales;

b) la conformité du projet de loi aux traités et accords internationaux signés ou ratifiés par le Canada;

c) le fait que le projet de loi porte ou non atteinte indûment aux minorités ou aux groupes défavorisés sur le plan économique;

d) le fait que le projet de loi a des impacts sur des provinces ou territoires;

e) le fait que les consultations appropriées ont été tenues;

f) toutes erreurs manifestes de rédaction;

g) les amendements au projet de loi présentés au comité qui n’ont pas été adoptés par celui-ci, de même que le texte de ces amendements;

h) toute autre question qui, de l’avis du comité, doit être portée à l’attention du Sénat. »

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Nancy Ruth, appuyée par l’honorable sénateur Tkachuk,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par :

1. adjonction du nouveau paragraphe suivant après le paragraphe c) proposé :

« d) le fait que le projet de loi a fait l’objet d’une analyse comparative entre les sexes approfondie; »;

2. modification de la désignation des paragraphes d) à h) proposés à e) à i).—(*L’honorable sénatrice Cools*)

No. 146. (four)

December 12, 2016—Resuming debate on the motion, as amended, of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C.:

That the Standing Senate Committee on Banking, Trade, and Commerce be authorized to:

- (a) Review the operations of the Financial Consumer Agency of Canada (FCAC), the Ombudsman for Banking Services and Investments (OSBI), and ADR Chambers Banking Ombuds Office (ADRBO);
- (b) Review the agencies' interaction with and respect for provincial jurisdictions;
- (c) Review and determine best practices from similar agencies in other jurisdictions;
- (d) Provide recommendations to ensure that the FCAC, OSBI, and ADRBO can better protect consumers and respect provincial jurisdiction; and

That the Committee submit its final report no later than March 18, 2018, and retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.—(*Honourable Senator Moncion*)

No. 158. (nine)

February 7, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Merchant, seconded by the Honourable Senator Housakos:

That the Senate call upon the government of Canada:

- (a) to recognize the genocide of the Pontic Greeks of 1916 to 1923 and to condemn any attempt to deny or distort a historical truth as being anything less than genocide, a crime against humanity; and
- (b) to designate May 19th of every year hereafter throughout Canada as a day of remembrance of the over 353,000 Pontic Greeks who were killed or expelled from their homes.—(*Honourable Senator Marshall*)

No. 189. (fifteen)

May 8, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator McCoy:

That the *Rules of the Senate* be amended by:

1. replacing the period at the end of rule 12-7(16) by the following:

“; and

Human Resources

N° 146. (quatre)

Le 12 décembre 2016—Reprise du débat sur la motion, telle que modifiée, de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P.:

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à :

- a) Étudier les opérations de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) ainsi que l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI), et l'ADR Chambers – Bureau de l'Ombudsman des services bancaires (ADRBO);
- b) Étudier le respect et l'interaction de ces organismes envers les juridictions provinciales;
- c) Étudier et déterminer les pratiques exemplaires d'organismes similaires ailleurs dans le monde;
- d) Fournir des recommandations pour s'assurer que l'ACFC, l'OSBI, et l'ADRBO puissent mieux protéger les consommateurs et respecter les compétences provinciales;

Que le Comité présente son rapport final au plus tard le 18 mars 2018 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.—(*L'honorable sénatrice Moncion*)

N° 158. (neuf)

Le 7 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Merchant, appuyée par l'honorable sénateur Housakos,

Que le Sénat demande au gouvernement du Canada :

- a) de reconnaître le génocide des grecs pontiques de 1916 à 1923 et de condamner toute tentative pour nier un fait historique ou pour tenter de le dépeindre autrement que comme un génocide, c'est-à-dire un crime contre l'humanité;
- b) de désigner le 19 mai de chaque année au Canada comme journée pour commémorer les plus de 353 000 grecs pontiques tués ou expulsés de leurs résidences.—(*L'honorable sénatrice Marshall*)

N° 189. (quinze)

Le 8 mai 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice McCoy,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié :

1. par le remplacement du point à la fin de l'article 12-7(16) par ce qui suit :

« ;

Ressources humaines

12-7. (17) the Standing Senate Committee on Human Resources, to which may be referred matters relating to human resources generally.”; and

2. updating all cross references in the Rules accordingly.—(*Honourable Senator Gold*)

No. 215. (twelve)

June 20, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Dawson, seconded by the Honourable Senator Munson:

That the Senate take note of *Agenda 2030* and the related sustainable development goals adopted by the United Nations on September 25, 2015, and encourage the Government of Canada to take account of them as it drafts legislation and develops policy relating to sustainable development.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the words “Parliament and” after the word “encourage”; and
2. replacing, in the English version, the words “it drafts legislation and develops” by the words “they draft legislation and develop”.—(*Honourable Senator Plett*)

No. 245.

October 17, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator Martin:

That the Senate affirm that literacy is a core component to active citizenship, a determinant for healthy outcomes, and, at its core, key to building an innovative economy with good, sustainable jobs;

That the Senate urge the Government to take into consideration the particular regional circumstances of Atlantic Canada based on smaller populations, many of which are in rural areas, when determining whether to implement programs using project-based funding compared to core funding;

That the Senate further urge the Minister of Employment, Workforce Development and Labour to make an exception to the present terms and conditions of the Office of Literacy and Essential Skills project-based funding programs in order to request an emergency submission to the Treasury Board for \$600,000 of core funding for the Atlantic Partnership for Literacy and Essential Skills based on their 2017 pre-budget consultation submission to Parliament; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the foregoing.—(*Honourable Senator Mercer*)

12-7. (17) le Comité sénatorial permanent des ressources humaines, qui peut être saisi de toute question concernant les ressources humaines en général. » ;

2. par la mise à jour en conséquence de tous les renvois dans le Règlement.—(*L'honorable sénateur Gold*)

N° 215. (douze)

Le 20 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Dawson, appuyée par l’honorable sénateur Munson,

Que le Sénat prenne note du *Programme à l’horizon 2030* et des objectifs de développement durable connexes adoptés par l’Organisation des Nations Unies le 25 septembre 2015 et encourage le gouvernement du Canada à en tenir compte dans l’élaboration des lois et l’établissement de politiques en matière de développement durable.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénatrice Petitclerc,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par adjonction des mots « le Parlement et » après le mot « encourage ».—(*L’honorable sénateur Plett*)

N° 245.

Le 17 octobre 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Griffin, appuyée par l’honorable sénatrice Martin,

Que le Sénat affirme que l’alphabétisation est un pilier du civisme actif et un déterminant de l’amélioration de la santé, et qu’elle est essentielle à une économie novatrice et à la création de bons emplois durables;

Que le Sénat exhorte le gouvernement à tenir compte du contexte régional particulier du Canada atlantique, où les populations sont moindres et souvent établies en zones rurales, au moment de choisir entre le financement par projet et le financement de base pour ses programmes;

Que le Sénat exhorte également la ministre de l’Emploi, du Développement de la main-d’œuvre et du Travail à faire une exception aux conditions actuelles des programmes de financement par projet du Bureau de l’alphabétisation et des compétences essentielles afin de saisir le Conseil du Trésor d’une demande d’urgence de 600 000 \$ en financement de base pour l’Atlantic Partnership for Literacy and Essential Skills, conformément au mémoire soumis au Parlement dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2017;

Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer de ce qui précède.—(*L’honorable sénateur Mercer*)

No. 286. (two)

January 30, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Saint-Germain, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C.:

That, pursuant to chapter 4:01, section 2, of the *Senate Administrative Rules*, for the remainder of the current session, any senator who occupies more than one position of chair or deputy chair of a committee for which an additional allowance is payable be authorized to waive the portion of his or her allowance payable in respect of those additional positions of chair or deputy chair.—(*Honourable Senator Joyal, P.C.*)

No. 292. (fifteen)

February 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Andreychuk:

That, without affecting the progress of any proceedings relating to Bill C-45, An Act respecting cannabis and to amend the Controlled Drugs and Substances Act, the Criminal Code and other Acts, at 3:30 p.m. on Wednesday, February 7, 2018, the Senate resolve itself into a Committee of the Whole to consider the subject matter of the bill;

That the committee receive the Honourable Carolyn Bennett, P.C., M.P., Minister of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs;

That the witness be accompanied by officials;

That the Committee of the Whole report to the Senate no later than two hours after it begins;

That television cameras and photographers be authorized in the Senate Chamber to broadcast and photograph the proceedings with the least possible disruption of the proceedings;

That the provisions of the order of February 4, 2016, respecting the time of adjournment, be suspended on Wednesday, February 7, 2018, until the Committee of the Whole has reported; and

That the provisions of rule 3-3(1) be suspended on Wednesday, February 7, 2018.—(*Honourable Senator Bellemare*)

No. 302.

February 15, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Marwah:

That the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator until the process undertaken by the Senate Ethics Officer following a request to conduct an inquiry under the *Ethics and Conflict of Interest Code for Senators* in relation to the content of Senator Beyak's website and her obligations under the Code is finally disposed of, either

N° 286. (deux)

Le 30 janvier 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Saint-Germain, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P.:

Que, conformément au chapitre 4:01, article 2, du *Règlement administratif du Sénat*, pour le reste de la présente session, les sénateurs qui occupent plus d'un poste de président ou de vice-président d'un comité donnant droit à une indemnité additionnelle soient autorisés à renoncer à la portion de l'indemnité à laquelle ils ont droit relativement à ces postes additionnels de président ou de vice-président d'un comité.—(*L'honorable sénateur Joyal, C.P.*)

N° 292. (quinze)

Le 1^{er} février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénatrice Andreychuk,

Que, sans que cela ait d'incidence sur le déroulement des délibérations portant sur le projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois, à 15 h 30 le mercredi 7 février 2018 le Sénat se forme en comité plénier pour étudier la teneur du projet de loi;

Que le comité reçoive l'honorable Carolyn Bennett, C.P., députée, ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord;

Que le témoin soit accompagné de fonctionnaires;

Que le comité plénier fasse rapport au Sénat au plus tard deux heures après le début de ses travaux;

Que les caméras de télévision et des photographes soient autorisés dans la salle du Sénat afin de permettre la diffusion des délibérations du comité plénier et d'en prendre des photos d'une manière qui perturbe le moins possible les travaux;

Que les dispositions de l'ordre du 4 février 2016 concernant la levée de la séance soient suspendues le mercredi 7 février 2018 jusqu'à ce que le comité plénier ait fait rapport;

Que l'application de l'article 3-3(1) du Règlement soit suspendue le mercredi 7 février 2018.—(*L'honorable sénatrice Bellemare*)

N° 302.

Le 15 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Pate, appuyée par l'honorable sénateur Marwah,

Qu'il soit donné instruction à l'administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l'honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière jusqu'à ce que le processus mené par le conseiller sénatorial en éthique à la suite d'une demande d'enquête présentée en vertu du *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* portant sur le contenu du site Web de la

by the tabling of the Senate Ethics Officer's preliminary determination letter or inquiry report, by a report of the Standing Committee on Ethics and Conflict of Interest for Senators, or by a decision of the Senate respecting the matter.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the motion be not now adopted, but that it be amended:

1. by deleting the words "the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator"; and
2. by adding the following after the word "matter":

“, the Senate administration be instructed:

- (a) to remove the 103 letters of support dated March 8, 2017, to October 4, 2017, from the website of Senator Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) and any other website housed by a Senate server; and
- (b) not to provide support, including technical support and the reimbursement of expenses, for any website of the senator that contains or links to any of the said letters of support”.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 309. (seven)

March 1, 2018—Resuming debate on the motion, as amended, of the Honourable Senator Dagenais, seconded by the Honourable Senator Oh:

That, given serious potential implications for Canada's relations with India as well as for Canada's national security arising out of the recent visit by the Prime Minister to that country, the Senate observe that the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians may be an appropriate forum to review the security and intelligence operating procedures in relation to diplomatic and foreign visits involving the Government of Canada, including the examination of relevant witnesses that would provide classified information, and further observe that the said Committee may include findings and recommendations of such a review, if any, in its annual report or in a special report that would be tabled in Parliament and stand referred to the Standing Senate Committee on National Security and Defence pursuant to sections 21(6) and (7) of the *National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians Act*.

sénatrice Beyak et sur ses obligations au titre du Code soit conclu, que ce soit par suite du dépôt de la lettre de détermination préliminaire ou du rapport d'enquête du conseiller sénatorial en éthique, de la présentation d'un rapport du Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs ou d'une décision du Sénat sur la question.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénateur Pratte, appuyée par l'honorable sénatrice Coyle,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée :

1. par substitution des mots « Qu'il soit donné instruction à l'administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l'honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière » par le mot « Que, »;
2. par adjonction, immédiatement après le mot « question » de ce qui suit :

« , instruction soit donnée à l'administration du Sénat de :

- a) retirer les 103 lettres de soutien datées du 8 mars 2017 au 4 octobre 2017 du site Web de la sénatrice Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) et de tout autre site Web hébergé par un serveur du Sénat;
- b) ne pas fournir de soutien, y compris le soutien technique et le remboursement des dépenses, pour tout site Web de la sénatrice qui contient une ou plusieurs de ces lettres d'appui ou qui contient un lien vers une ou plusieurs de ces lettres ».—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 309. (sept)

Le 1^{er} mars 2018—Reprise du débat sur la motion, telle que modifiée, de l'honorable sénateur Dagenais, appuyée par l'honorable sénateur Oh,

Que, compte tenu des conséquences potentielles graves pour les relations du Canada avec l'Inde et pour la sécurité nationale du Canada résultant de la récente visite du premier ministre dans ce pays, le Sénat prenne note que le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement peut être un forum approprié pour examiner les procédures opérationnelles de sécurité et de renseignement relatives aux visites diplomatiques et à l'étranger auxquelles participe le gouvernement du Canada, y compris pour l'examen des témoins pertinents qui fourniraient des renseignements classifiés, et qu'il prenne aussi note que ledit Comité peut présenter ses conclusions et recommandations résultant d'un tel examen, le cas échéant, dans son rapport annuel ou dans un rapport spécial qui serait déposé au Parlement et renvoyé d'office au Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, conformément aux paragraphes 21(6) et (7) de la *Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement*.

No. 310. (three)

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Tannas:

That the Senate encourage the Government of Canada to work with the Government of Newfoundland and Labrador, the only province whose major population centres are not physically linked to the mainland of Canada, to evaluate the possibility of building a tunnel connecting the Island of Newfoundland to Labrador and the Quebec North Shore, in an effort to facilitate greater economic development in Canada's Northeast, and to further strengthen national unity, including the possibility of using funding from the infrastructure program for this work; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the above.

No. 325. (two)

April 26, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator McCallum, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the Senate call on the Canadian Conference of Catholic Bishops to:

- (a) invite Pope Francis to Canada to apologize on behalf of the Catholic Church to Indigenous people for the church's role in the residential school system, as outlined in Call to Action 58 of the Truth and Reconciliation Commission report;
- (b) to respect its moral obligation and the spirit of the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement and resume the best efforts to raise the full amount of the agreed upon funds; and
- (c) to make a consistent and sustained effort to turn over the relevant documents when called upon by survivors of residential schools, their families, and scholars working to understand the full scope of the horrors of the residential school system in the interest of truth and reconciliation.—*(Honourable Senator Sinclair)*

No. 328.

May 3, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Martin:

That, in the interest of promoting the autonomy and independence of the Senate, the Senate calls on the Governor in Council to appoint the Clerk of the Senate and Clerk of the Parliaments in accordance with the express recommendation of the Senate.—*(Honourable Senator Saint-Germain)*

N° 310. (trois)

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyée par l'honorable sénateur Tannas,

Que le Sénat encourage le gouvernement du Canada à travailler avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, la seule province dont les centres de population majeurs ne sont pas physiquement liés à la partie continentale du Canada, pour évaluer la possibilité de construire un tunnel pour relier l'île de Terre-Neuve au Labrador et à la Côte-Nord du Québec, dans le but de favoriser un plus grand développement économique dans le nord-est du Canada et de renforcer davantage l'unité nationale, y compris la possibilité de recourir aux fonds du programme d'infrastructure pour ce travail;

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer de ce qui précède.

N° 325. (deux)

Le 26 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice McCallum, appuyée par l'honorable sénatrice Coyle,

Que le Sénat demande à la Conférence des évêques catholiques du Canada :

- a) d'inviter le pape François à venir au Canada afin de présenter des excuses aux Autochtones, au nom de l'Église catholique, comme le prévoit l'appel à l'action n° 58 dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, pour le rôle joué par cette église dans le système des pensionnats autochtones;
- b) de respecter son obligation morale ainsi que l'esprit de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 et de recommencer à faire tout son possible pour recueillir la somme convenue;
- c) de faire constamment des efforts pour remettre les documents demandés aux survivants des pensionnats, à leur famille et aux spécialistes qui s'efforcent de comprendre pleinement l'horreur du système de pensionnats, afin de favoriser la recherche de la vérité et la réconciliation.—*(L'honorable sénateur Sinclair)*

N° 328.

Le 3 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénatrice Martin,

Que, dans le souci de promouvoir l'autonomie et l'indépendance du Sénat, le Sénat demande au gouverneur en conseil de nommer le greffier du Sénat et greffier des Parlements conformément à la recommandation expresse du Sénat.—*(L'honorable sénatrice Saint-Germain)*

Inquiries**No. 8.** (ten)

May 5, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the Senate's legislative work from the 24th to the 41st Parliament and on elements of evaluation.—(*Honourable Senator Andreychuk*)

No. 12. (ten)

May 18, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Seidman, calling the attention of the Senate to its role in the protection of regional and minority representation.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 13. (seven)

October 25, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the relevance of full employment in the 21st century in a Globalized economy.—(*Honourable Senator Bellemare*)

No. 19. (one)

December 8, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Pate, calling the attention of the Senate to the circumstances of some of the most marginalized, victimized, criminalized and institutionalized in Canada, particularly the increasing over-representation of Indigenous women in Canadian prisons.—(*Honourable Senator Sinclair*)

No. 20. (thirteen)

February 14, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Tardif, calling the attention of the Senate to regional universities and the important role they play in Canada.—(*Honourable Senator Cordy*)

No. 24. (four)

May 16, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the proposal put forward by Senator Harder, titled "Sober Second Thinking", which reviews the Senate's performance since the appointment of independent senators, and recommends the creation of a Senate business committee.—(*Honourable Senator Cools*)

No. 25. (fourteen)

May 11, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Maltais, calling the attention of the Senate to the softwood lumber crisis.—(*Honourable Senator Maltais*)

Interpellations**N° 8.** (dix)

Le 5 mai 2016—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur le travail législatif qu'a accompli le Sénat de la 24^e à la 41^e législature et concernant des éléments d'évaluation.—(*L'honorable sénatrice Andreychuk*)

N° 12. (dix)

Le 18 mai 2016—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Seidman, attirant l'attention du Sénat sur son rôle de protection dans la représentation des régions et des minorités.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 13. (sept)

Le 25 octobre 2016—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur la pertinence du plein-emploi au XXI^e siècle dans une économie globalisée.—(*L'honorable sénatrice Bellemare*)

N° 19. (un)

Le 8 décembre 2016—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Pate, attirant l'attention du Sénat sur la situation actuelle des personnes qui comptent parmi les plus marginalisées, victimisées, criminalisées et internées au Canada, et plus particulièrement sur la surreprésentation croissante des femmes autochtones dans les prisons canadiennes.—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

N° 20. (treize)

Le 14 février 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Tardif, attirant l'attention du Sénat sur les universités régionales et leur importance pour le Canada.—(*L'honorable sénatrice Cordy*)

N° 24. (quatre)

Le 16 mai 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Wallin, attirant l'attention du Sénat sur la proposition du sénateur Harder, intitulée « Second examen objectif », qui passe en revue le rendement du Sénat depuis la nomination des sénateurs indépendants et qui recommande la création d'un nouveau comité des travaux du Sénat.—(*L'honorable sénatrice Cools*)

N° 25. (quatorze)

Le 11 mai 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Maltais, attirant l'attention du Sénat sur la crise du bois d'œuvre.—(*L'honorable sénateur Maltais*)

No. 26. (two)

May 30, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McPhedran, calling the attention of the Senate to the important opportunity we have to review our principles and procedures with a view to ensuring that the Senate has the strongest most effective policies and mechanisms possible to respond to complaints against senators of sexual or other kinds of harassment.—(*Honourable Senator Galvez*)

No. 28. (fourteen)

June 21, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bovey, calling the attention of the Senate to the crisis in Churchill, Manitoba.—(*Honourable Senator Day*)

No. 32. (three)

December 12, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the federal government's legal obligation to protect and maintain Canada's voluntary blood system and to examine the issues surrounding commercial, cash-for-blood operations.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 36. (ten)

February 27, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the challenges of literacy and essential skills for the 21st century in Canada, the provinces and the territories.—(*Honourable Senator Gagné*)

No. 39. (one)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bernard, calling the attention of the Senate to anti-black racism.—(*Honourable Senator McPhedran*)

No. 40. (seven)

March 29, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Poirier, calling the attention of the Senate to the ongoing challenges faced by seasonal workers in New Brunswick.—(*Honourable Senator Ringette*)

N° 26. (deux)

Le 30 mai 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice McPhedran, attirant l'attention du Sénat sur l'importante occasion qui nous est offerte de revoir nos principes et procédures pour que le Sénat ait les politiques et mécanismes les plus solides et les plus efficaces possible pour répondre aux plaintes contre les sénateurs et sénatrices en matière de harcèlement sexuel ou d'autres formes de harcèlement.—(*L'honorable sénatrice Galvez*)

N° 28. (quatorze)

Le 21 juin 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bovey, attirant l'attention du Sénat sur les crises qui sévissent à Churchill au Manitoba.—(*L'honorable sénateur Day*)

N° 32. (trois)

Le 12 décembre 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Wallin, attirant l'attention du Sénat sur l'obligation légale du gouvernement fédéral de protéger et de maintenir le système de dons de sang volontaires du Canada et d'examiner les questions liées à la rémunération des donneurs de sang dans le cadre d'activités commerciales.—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 36. (dix)

Le 27 février 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur les défis de la littératie et des compétences essentielles au 21^e siècle pour le Canada, les provinces et les territoires.—(*L'honorable sénatrice Gagné*)

N° 39. (un)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bernard, attirant l'attention du Sénat sur le racisme anti-Noirs.—(*L'honorable sénatrice McPhedran*)

N° 40. (sept)

Le 29 mars 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Poirier, attirant l'attention du Sénat sur les défis continus auxquels font face les travailleurs saisonniers au Nouveau-Brunswick.—(*L'honorable sénatrice Ringette*)

No. 41. (two)

April 26, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Cools, calling the attention of the Senate to the great nation-building authors of Canada and their constituting statute, the *British North America Act, 1867*, and to this Act's single conceptual and comprehensive framework expressed in its section 91, in the words "It shall be lawful for the Queen to make Laws for the Peace, Order and good Government of Canada;" and to British Whig Prime Minister William Wyndham Grenville, the architect of the British statute, the *Canada Act 1791*, known as the Constitutional Act 1791, that divided Quebec into two provinces, Upper Canada and Lower Canada; and to Upper Canada's first Lieutenant Governor, the great soldier-general, the slavery abolitionist John Graves Simcoe, who, in 1793, with Upper Canada's first Attorney General John White, achieved the adoption of their Bill, *An Act to prevent the further introduction of Slaves, and to limit the Term of Contracts for Servitude within this Province*, which Act was the world's first slavery abolition statute.—(*Honourable Senator Ringuette*)

No. 44. (one)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the Silver Alert concept, which mirrors the successful AMBER Alert system, and which is focused on helping the more than 700,000 Canadians living with dementia or Alzheimer's and their families and caregivers and is aimed at helping to locate missing cognitively impaired adults.—(*Honourable Senator Lankin, P.C.*)

Other

Nil

N° 41. (deux)

Le 26 avril 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Cools, attirant l'attention du Sénat sur les grands fondateurs de la nation et leur acte constitutif, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, ainsi que sur le cadre conceptuel et exhaustif unique de cet Acte, exprimé à l'article 91 en ces mots : « [i]l sera loisible à la Reine [...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada »; sur le premier ministre britannique whig William Wyndham Grenville, l'architecte de la loi britannique *Canada Act 1791*, connue sous le nom d'*Acte constitutionnel de 1791*, qui a divisé le Québec en deux provinces, c'est-à-dire le Haut-Canada et le Bas-Canada; sur le premier lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, le grand général et abolitionniste de l'esclavage John Graves Simcoe qui, en 1793, avec l'aide du premier procureur général du Haut-Canada John White, a fait adopter la loi visant à prévenir à l'avenir l'entrée d'esclaves et à limiter la durée du contrat de servitude dans la province, la première loi abolitionniste de l'esclavage du monde.—(*L'honorable sénatrice Ringuette*)

N° 44. (un)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Wallin, attirant l'attention du Sénat sur le concept d'alerte Silver, qui reprend les éléments du système d'alerte AMBER — dont l'efficacité a déjà été démontrée — afin d'aider les 700 000 Canadiens atteints de démence, y compris de la maladie d'Alzheimer, ainsi que leurs proches et fournisseurs de soins, permettant ainsi de retrouver les adultes atteints de déficience cognitive portés disparus.—(*L'honorable sénatrice Lankin, C.P.*)

Autres Affaires

Aucune

NOTICE PAPER

MOTIONS

Nil

INQUIRIES

No. 42. (six)

By the Honourable Senator Cools:

March 28, 2018—That she will call the attention of the Senate to the great nation-building authors of Canada and their constituting statute, the *British North America Act, 1867*, and to this Act's single conceptual and comprehensive framework expressed in its section 91, in the words "It shall be lawful for the Queen to make Laws for the Peace, Order and good Government of Canada;" and to Lord Durham, the British Whig diplomat-politician, who was commissioned to British North America to examine and report on the political problems of the still British North American Provinces, and to his famous 1839 Report, The Report on the Affairs of British North America from the Earl of Durham, Her Majesty's High Commissioner and Governor General of British North America 1839, which ground-breaking Report boldly recommended responsible government for Upper Canada, Lower Canada, and the Maritime Provinces.

No. 43. (six)

By the Honourable Senator Cools:

March 28, 2018—That she will call the attention of the Senate to the great nation-building authors of Canada and their constituting statute, the *British North America Act, 1867*, and to this Act's single conceptual and comprehensive framework expressed in its section 91, in the words "It shall be lawful for the Queen to make Laws for the Peace, Order and good Government of Canada;" and, to the meeting of the British North American Provinces' delegates at their Quebec Conference, held October 10 to 25, 1864, which conference yielded the famous 72 Quebec Resolutions, which, when corrected and perfected, became the *British North America Act, 1867*; and to Canada's first Prime Minister, John A. Macdonald, who, with his clear, well-stocked mind, his exceptional skills, and his political intelligence was key to the achievement, success and longevity of our Constitution, the *British North America Act, 1867*, which has now lasted 150 years, a long time in constitution time.

FEUILLETON DES PRÉAVIS

MOTIONS

Aucune

INTERPELLATIONS

N° 42. (six)

Par l'honorable sénatrice Cools :

Le 28 mars 2018—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur les grands fondateurs de la nation et leur acte constitutif, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, ainsi que sur le cadre conceptuel et exhaustif unique de cet Acte, exprimé à l'article 91 en ces mots : « [i] sera loisible à la Reine [...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada »; sur lord Durham, le politicien-diplomate britannique whig qui a été envoyé dans l'Amérique du Nord britannique pour examiner, en vue d'en faire rapport, les problèmes politiques assaillant les provinces nord-américaines toujours britanniques et sur son célèbre et révolutionnaire rapport de 1839, Rapport de lord Durham, haut-commissaire de Sa Majesté et gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique, sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique [traduction], dans lequel il recommandait avec audace la mise en place de gouvernements responsables dans le Haut-Canada, le Bas-Canada et les provinces maritimes.

N° 43. (six)

Par l'honorable sénatrice Cools :

Le 28 mars 2018—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur les grands fondateurs de la nation et leur acte constitutif, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, ainsi que sur le cadre conceptuel et exhaustif unique de cet Acte, exprimé à l'article 91 en ces mots : « [i] sera loisible à la Reine [...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada »; sur leur Conférence de Québec tenue du 10 au 25 octobre 1864, où s'étaient réunis les délégués des provinces de l'Amérique du Nord britannique et d'où découlèrent les célèbres 72 Résolutions de Québec qui, après quelques corrections et mises au point, ont formé l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*; sur le premier premier ministre du Canada, John A. Macdonald, qui, grâce à son esprit sain et perspicace, à ses aptitudes exceptionnelles et à son intelligence politique, a joué un rôle de premier ordre dans la réalisation, la réussite et la longévité de notre Constitution, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, en vigueur depuis maintenant 150 ans, une longue période pour une constitution.

WRITTEN QUESTIONS

No. 74.

By the Honourable Senator Smith:

February 7, 2018—With respect to an interview given by the Minister of Public Safety, the Hon. Ralph Goodale, to the CBC in September 2016 regarding the treatment of Canadian citizens who admit prior recreational marijuana use while attempting to cross the shared border with the United States (<http://www.cbc.ca/news/politics/ludicrous-pot-border-goodale-1.3754315>):

1. Since September 2016, how many times has the Minister discussed the treatment at the border of Canadians who admit prior recreational marijuana use with his counterpart at the United States Department of Homeland Security? Please provide details of these discussions, including:
 - (a) dates;
 - (b) locations;
 - (c) attendees; and
 - (d) briefing notes or other documents prepared for the Minister.
2. Since September 2016, how many times have the Minister's officials discussed the treatment at the border of Canadians who admit prior recreational marijuana use with their counterparts at the United States Department of Homeland Security? Please provide details of these discussions, including:
 - (a) dates;
 - (b) locations;
 - (c) attendees; and
 - (d) briefing notes or other documents prepared.
3. Has the United States Department of Homeland Security provided any information to the Minister or his officials regarding the policy that American officials will follow related to the screening and admissibility to the United States of Canadian citizens who admit prior recreational marijuana use? If affirmative, please summarize the changes and provide the date(s) when this information was communicated to the Minister of Public Safety and/or his officials.
4. Since September 2016, what specific measures has the Government of Canada taken to ensure that travel across the Canada-US border will not be subject to additional delays after the coming into force of Bill C-45?

QUESTIONS ÉCRITES

N° 74.

Par l'honorable sénateur Smith :

Le 7 février 2018—Par rapport à l'entrevue que l'hon. Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique, a donnée au réseau CBC en septembre 2016 au sujet du traitement des citoyens canadiens qui, au moment de traverser la frontière que nous partageons avec les États-Unis, admettent avoir déjà consommé de la marijuana pour usage personnel (<http://www.cbc.ca/news/politics/ludicrous-pot-border-goodale-1.3754315>) :

1. Depuis septembre 2016, à combien de reprises le ministre a-t-il discuté du traitement à la frontière des Canadiens qui admettent avoir déjà consommé de la marijuana pour usage personnel avec son homologue du Département de la sécurité intérieure des États-Unis? Veuillez donner des renseignements détaillés sur ces discussions, y compris :
 - a) les dates;
 - b) les endroits;
 - c) les participants;
 - d) les notes de breffage ou autres documents préparés pour le ministre.
2. Depuis septembre 2016, à combien de reprises les fonctionnaires du ministre ont-ils discuté du traitement à la frontière des Canadiens qui admettent avoir déjà consommé de la marijuana pour usage personnel avec leurs homologues du Département de la sécurité intérieure des États-Unis? Veuillez donner des renseignements détaillés sur ces discussions, y compris :
 - a) les dates;
 - b) les endroits;
 - c) les participants;
 - d) les notes de breffage ou autres documents préparés.
3. Le Département de la sécurité intérieure des États-Unis a-t-il fourni des renseignements au ministre ou à ses fonctionnaires au sujet de la politique que les autorités américaines suivront en ce qui concerne le contrôle et l'admission aux États-Unis des citoyens canadiens ayant admis avoir déjà consommé de la marijuana pour usage personnel? Dans l'affirmative, veuillez fournir un résumé des modifications et donner la date (ou les dates) à laquelle ces renseignements ont été communiqués au ministre de la Sécurité publique et à ses fonctionnaires.
4. Depuis septembre 2016, quelles mesures concrètes le gouvernement du Canada a-t-il prises pour veiller à ce que les voyages transfrontaliers Canada—États-Unis ne soient pas soumis à des retards supplémentaires après l'entrée en vigueur du projet de loi C-45?

No. 76.**By the Honourable Senator Smith:**

February 7, 2018—At the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs meeting February 1, 2018, RCMP Acting Commissioner Kevin Brosseau stated that “given the involvement of organized crime in the illicit cannabis market, we do not expect that the legislation will eliminate organized crime’s presence in the cannabis market”.

Further, Minister of Health Ginette Petitpas Taylor said the illegal market for cannabis will not disappear with the flick of a switch, but that everyone should work together to better protect young Canadians and remove criminal elements from the production chain. “The system is not going to be perfect in July, 2018,” she said. “With respect to the black market, we certainly want to make a dent in it. Do we think it will happen overnight? Absolutely not.” (<https://www.theglobeandmail.com/news/politics/federal-government-targets-black-and-grey-markets-with-legal-cannabis/article37471020/>).

1. Can the Government please share any evidence and policing assessments that it possesses to support its assertion that Bill C-45 will eliminate the black market on marijuana? Please provide information on the process that has been followed to make such assessments and outline the research work that has been undertaken and shared through briefing notes for the Ministers of Public Safety, Justice and Health.
2. On what basis is the Government asserting that this legislation will eliminate the black market when RCMP officers have consistently stated that this legislation will not eliminate the black market?
3. Please provide all internal assessments from the Department of Health which inform Minister Petitpas Taylor’s assertion that this legislation will make a “measurable dent” on the black market. What is the anticipated timeline for reducing and ultimately eliminating the black market?
4. There are a plethora of products that will remain illegal following the adoption of this legislation; for instance, marijuana infused creams and other marijuana infused products. Can the Government share RCMP assessments on the impact that parallel illegal products will have in sustaining the black market and the accompanying rationale for legalizing marijuana while keeping parallel products illegal?

N° 76.**Par l’honorable sénateur Smith :**

Le 7 février 2018—Lors d’une réunion du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles tenue le 1^{er} février 2018, Kevin Brosseau, commissaire intérimaire de la GRC, a déclaré ce qui suit : « étant donné l’implication du crime organisé sur le marché illicite du cannabis, nous ne prévoyons pas que le projet de loi élimine la présence du crime organisé sur le marché du cannabis ». [NDT : traduction non officielle]

Par ailleurs, la ministre de la Santé, Ginette Petitpas Taylor, a affirmé que le marché illicite du cannabis ne disparaîtra pas sur simple pression d’un bouton, mais que tous et toutes doivent unir leurs efforts afin de mieux protéger les jeunes Canadiennes et Canadiens et de retirer les éléments criminels de la chaîne de production. « Le système ne sera pas parfait en juillet 2018, a-t-elle dit. En ce qui concerne le marché noir, il va de soi que nous voulons le faire diminuer. Croyons-nous que cela se produira du jour au lendemain? Absolument pas. » (<https://www.theglobeandmail.com/news/politics/federal-government-targets-black-and-grey-markets-with-legal-cannabis/article37471020/>).

1. Le gouvernement peut-il nous faire part de toutes les preuves et les évaluations des autorités policières qu’il a en sa possession qui appuient son affirmation selon laquelle le projet de loi C-45 supprimera le marché noir de la marijuana? Veuillez fournir des renseignements sur le processus suivi pour mener ces évaluations et résumer le travail de recherche entrepris et partagé au moyen de notes de breffage préparées pour les ministres de la Sécurité publique, de la Justice et de la Santé.
2. Sur quoi le gouvernement s’appuie-t-il pour affirmer que ce projet de loi fera disparaître le marché noir, alors que des agents de la GRC ont répété à maintes reprises que ce projet de loi ne fera pas disparaître le marché noir?
3. Veuillez fournir toutes les évaluations internes du ministère de la Santé qui appuient l’affirmation de la ministre Petitpas selon laquelle ce projet de loi fera diminuer sensiblement le marché noir. Quel est le délai prévu pour la réduction voire l’élimination complète du marché noir?
4. De multiples produits seront toujours illégaux suite à l’adoption du projet de loi C-45 : par exemple, la crème à la marijuana et autres produits à la marijuana. Le gouvernement peut-il faire circuler les évaluations de la GRC sur les répercussions des produits illégaux parallèles sur le maintien du marché noir ainsi que la justification pour légaliser la marijuana tout en gardant illégaux des produits parallèles?

No. 79.**By the Honourable Senator McIntyre:**

February 14, 2018—With respect to Canada's international treaty obligations relating to marijuana:

Canada is a signatory to three United Nations drug control conventions: the *1961 Single Convention on Narcotic Drugs*; the *1971 Convention on Psychotropic Substances*; and the *1988 United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances*.

Assuming Bill C-45, An Act respecting cannabis and to amend the Controlled Drugs and Substances Act, the Criminal Code and other Acts becomes law, Canada will violate the United Nations drug control conventions that it is legally obliged to follow.

1. Has the Government of Canada determined how it will reconcile its international obligations under these drug control treaties with the legalization of marijuana? If so, will the Government of Canada propose amendments to the terms of these conventions, or will the Government of Canada withdraw from these conventions?
2. If a decision has been taken to withdraw from the conventions, has the Government of Canada provided advance notice of its intention to withdraw from the three conventions under Article 46 of the *International Drug Control Conventions*, and if so, on what date?
3. If no decision has been taken, when does the Government of Canada intend to announce its intentions regarding these conventions?

No. 80.**By the Honourable Senator Boisvenu:**

February 27, 2018—Regarding Health Canada:

For each of these licensed producers that have benefited from investments coming from the following countries, what is the name of each specific personal and/or corporate investor:

ABCANN GLOBAL
Cayman Islands: \$12.4 million
Guernsey: \$150,000

AURORA CANNABIS
Cayman Islands: \$32.5 million
Barbados: \$202,500

CANNTRUST HOLDINGS
Cayman Islands: \$2 million
Bahamas: \$549,000
Switzerland: \$110,000
Belize: \$50,000
Channel Islands: \$75,000

SUPREME CANNABIS CORPORATION

N° 79.**Par l'honorable sénateur McIntyre :**

Le 14 février 2018—En ce qui concerne les obligations découlant de traités internationaux dont le Canada est partie, à l'égard de la marijuana :

Le Canada a signé les trois conventions des Nations Unies sur le contrôle des stupéfiants : la *Convention unique sur les stupéfiants de 1961*, la *Convention de 1971 sur les substances psychotropes* et la *Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988*.

À supposer que le projet de loi C-45, Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois, prenne force de loi, le Canada violera les conventions des Nations Unies sur le contrôle des stupéfiants qu'il est tenu de respecter au regard de la loi.

1. Le gouvernement du Canada a-t-il déterminé s'il pourra concilier ses obligations internationales découlant de ces traités sur le contrôle des stupéfiants avec la légalisation de la marijuana? Si tel est le cas, le gouvernement du Canada proposera-t-il des modifications à ces conventions ou s'en retirera-t-il?
2. S'il décide de se retirer de ces conventions, le gouvernement du Canada enverra-t-il un préavis de son intention aux termes de l'article 46 des Conventions relatives au contrôle des drogues et, si tel est le cas, à quelle date le fera-t-il?
3. Si aucune décision n'est prise, à quel moment le gouvernement du Canada compte-t-il annoncer ses intentions à l'égard de ces conventions?

N° 80.**Par l'honorable sénateur Boisvenu :**

Le 27 février 2018—En ce qui concerne Santé Canada :

Pour chacune de ces sociétés autorisées qui ont reçu des investissements des pays énumérés ci-dessous, quel est le nom de chaque investisseur, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise :

ABCANN GLOBAL
Îles Caïmans : 12,4 millions de dollars
Guernesey : 150 000 \$

AURORA CANNABIS
Îles Caïmans : 32,5 millions de dollars
Barbade : 202 500 \$

CANNTRUST HOLDINGS
Îles Caïmans : 2 millions de dollars
Bahamas : 549 000 \$
Suisse : 110 000 \$
Belize : 50 000 \$
Channel Islands : 75 000 \$

SUPREME CANNABIS CORPORATION

Switzerland: \$100,000
 Belize: \$100,000
 Bahamas: \$130,000
 Cayman Islands: \$10.5 million
 Guernsey: \$366,000
 United Arab Emirates: \$25,000

CANNABIS WHEATON INCOME CORP
 Singapore: \$10,000
 Cayman Islands: \$20.5 million
 Switzerland: \$20,000

HYDROPOTHECARY
 Cayman Islands: \$15 million
 United Arab Emirates: \$700,000
 Bahamas: \$751,500

DELSHEN THERAPEUTICS (48 North)
 British Virgin Islands: \$3 million
 Switzerland: \$200,000

CRONOS GROUP
 Singapore: \$225,000

NEWSTRIKE RESOURCES
 Bahamas: \$47,500
 Singapore: \$70,000
 Switzerland: \$24,400

EMBLEM CANNABIS CORP
 Panama: \$200,000
 Switzerland: \$188,650
 Bahamas: \$308,550
 Cayman Islands: \$8.3 million
 Dominica: \$47,190
 Belize: \$40,250
 British Virgin Islands: \$21,275
 Isle of Man: \$57,500
 Luxembourg: \$69,000

GOLDEN LEAF HOLDINGS
 Bahamas: \$308,000
 Cayman Islands: \$5.7 million

INVICTUS MD
 Seychelles: \$765,000
 Cayman Islands: \$14.13 million
 Switzerland: \$27,000
 Luxembourg: \$78,750
 United Arab Emirates: \$10,500

MARICANN GROUP
 Cayman Islands: \$9.76 million
 Bahamas: \$50,000

THE GREEN ORGANIC DUTCHMAN
 Singapore: \$9,900
 Hong Kong: \$47,850
 Barbados: \$99,825
 Bermuda: \$115,500
 Cayman Islands: \$553,000
 Monaco: \$34,980
 United Arab Emirates: \$24,750
 Dominica: \$123,750
 Luxembourg: \$23,098
 Switzerland: \$50,000

Suisse : 100 000 \$
 Belize : 100 000 \$
 Bahamas : 130 000 \$
 Îles Caïmans : 10,5 millions de dollars
 Guernesey : 366 000 \$
 Émirats arabes unis : 25 000 \$

CANNABIS WHEATON INCOME CORP
 Singapour : 10 000 \$
 Îles Caïmans : 20,5 millions de dollars
 Suisse : 20 000 \$

HYDROPOTHECARY
 Îles Caïmans : 15 millions de dollars
 Émirats arabes unis : 700 000 \$
 Bahamas : 751 500 \$

DELSHEN THERAPEUTICS (48 North)
 Îles Vierges britanniques : 3 millions de dollars
 Suisse : 200 000 \$

CRONOS GROUP
 Singapour : 225 000 \$

NEWSTRIKE RESOURCES
 Bahamas : 47 500 \$
 Singapour : 70 000 \$
 Suisse : 24 400 \$

EMBLEM CANNABIS CORP
 Panama : 200 000 \$
 Suisse : 188 650 \$
 Bahamas : 308 550 \$
 Îles Caïmans : 8,3 millions de dollars
 Dominique : 47 190 \$
 Belize : 40 250 \$
 Îles Vierges britanniques : 21 275 \$
 Île de Man : 57 500 \$
 Luxembourg : 69 000 \$

GOLDEN LEAF HOLDINGS
 Bahamas : 308 000 \$
 Îles Caïmans : 5,7 millions de dollars

INVICTUS MD
 Seychelles : 765 000 \$
 Îles Caïmans : 14,13 millions de dollars
 Suisse : 27 000 \$
 Luxembourg : 78 750 \$
 Émirats arabes unis : 10 500 \$

MARICANN GROUP
 Îles Caïmans : 9,76 millions de dollars
 Bahamas : 50 000 \$

THE GREEN ORGANIC DUTCHMAN
 Singapour : 9 900 \$
 Hong Kong : 47 850 \$
 Barbade : 99 825 \$
 Bermudes : 115 500 \$
 Îles Caïmans : 553 000 \$
 Monaco : 34 980 \$
 Émirats arabes unis : 24 750 \$
 Dominique : 123 750 \$
 Luxembourg : 23 098 \$
 Suisse : 50 000 \$

Curacao: \$11,500
 Aruba: \$5,750
 Panama: \$80,500
 Malta: \$10,000
 British Virgin Islands: \$10,000
 Belize: \$75,000
 Marshall Islands: \$10,000

HARVEST ONE CANNABIS
 Cayman Islands: \$4.37 million
 Luxembourg: \$600,000
 Belize: \$99,750
 Bahamas: \$225,000
 Hong Kong: \$499,999

WEEDMD
 Cayman Islands: \$2.28 million
 Bahamas: \$25,000

DELTA 9 BIOTECH
 Belize: \$22,000
 Cayman Islands: \$25,000
 Singapore: \$300,000

DOJA CANNABIS
 Cayman Islands: \$12.5 million
 Bahamas: \$70,000

INDIVA LIMITED
 Cayman Islands: \$199,500

FV PHARMA
 Panama: \$50,000
 Malta: \$50,000
 Hong Kong: \$2 million
 Belize: \$50,000
 Bahamas: \$10,000

SUNDIAL GROWERS
 Bermuda: \$540,000

Curaçao : 11 500 \$
 Aruba : 5 750 \$
 Panama : 80 500 \$
 Malte : 10 000 \$
 Îles Vierges britanniques : 10 000 \$
 Belize : 75 000 \$
 Îles Marshall : 10 000 \$

HARVEST ONE CANNABIS
 Îles Caïmans : 4,37 millions de dollars
 Luxembourg : 600 000 \$
 Belize : 99 750 \$
 Bahamas : 225 000 \$
 Hong Kong : 499 999 \$

WEEDMD
 Îles Caïmans : 2,28 millions de dollars
 Bahamas : 25 000 \$

DELTA 9 BIOTECH
 Belize : 22 000 \$
 Îles Caïmans : 25 000 \$
 Singapour : 300 000 \$

DOJA CANNABIS
 Îles Caïmans : 12,5 millions de dollars
 Bahamas : 70 000 \$

INDIVA LIMITED
 Îles Caïmans : 199 500 \$

FV PHARMA
 Panama : 50 000 \$
 Malte : 50 000 \$
 Hong Kong : 2 millions de dollars
 Belize : 50 000 \$
 Bahamas : 10 000 \$

SUNDIAL GROWERS
 Bermudes : 540 000 \$

No. 81.

By the Honourable Senator Oh:

March 1, 2018—With regards to applications for Canadian citizenship submitted by persons under the age of 18 before and after Bill C-6, *An Act to amend the Citizenship Act and to make consequential amendments to another Act* received Royal Assent on June 19, 2017:

1. How many applications were submitted under subsection 5(3) or 5(4) of the *Citizenship Act* by persons younger than 18 years of age before June 19, 2017 to request a waiver on compassionate grounds? How many of such applications have been processed and have yet to be processed by Immigration, Refugees and Citizenship Canada? Could you please include data about the age, gender, and province of residence of applicants? Could you also please specify the date of application and the effective date of citizenship?
2. Is it the official position of Immigration, Refugees and Citizenship Canada that persons younger than 18 years of age who submitted an application under subsection 5(3)

N° 81.

Par l'honorable sénateur Oh :

Le 1^{er} mars 2018—En ce qui concerne les demandes de citoyenneté canadienne soumises par des personnes de moins de 18 ans avant et après la sanction royale du 19 juin 2017 du projet de loi C-6, *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et une autre loi en conséquence* :

1. Combien de demandes ont-elles été soumises au titre du paragraphe 5(3) ou 5(4) de la *Loi sur la citoyenneté* par des personnes de moins de 18 ans avant le 19 juin 2017 en vue d'obtenir une dispense pour des raisons d'ordre humanitaire? Combien de pareilles demandes Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a-t-il traitées et lui reste-t-il à traiter? Pourriez-vous inclure les données sur l'âge, le sexe et la province de résidence des demandeurs? Pourriez-vous également préciser la date de la demande ainsi que la date d'entrée en vigueur de la citoyenneté?
2. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a-t-il comme position officielle que les personnes de moins de 18 ans ayant soumis une demande au titre du

or 5(4) of the *Citizenship Act* before June 19, 2017 and are now eligible to apply under subsection 5(1), will have to re-apply in order to obtain Canadian citizenship? Will such applications be given special consideration and/or be processed urgently? What will be the average processing time for such applications?

3. How many applications have been submitted by persons younger than 18 years of age under subsection 5(1) of the *Citizenship Act* since June 19, 2017? How many of such applications have been processed and have yet to be processed? Could you please include data about the age, gender, and province of residence of applicants? Could you also please specify the date of application and the effective date of citizenship?

No. 83.

By the Honourable Senator Downe:

March 20, 2018—In a recent news article, a spokesperson for the Minister responsible for Democratic Institutions described efforts being undertaken by the Minister's office to increase public awareness of the application/nomination process for the current vacancies in the Senate. Among them were:

- “Our office has been doing outreach to ethnic communities and industry organization (sic)”
- “We’ve written to all Parliamentarians to encourage them to reach out to their stakeholders and constituents to encourage them to apply or nominate someone who should be considered.”
- Asking the Independent Advisory Board for Senate Appointments to “do its part” to inform Canadians about the process.

Therefore, regarding the ongoing application/nomination process for the current vacancies in the Senate:

1. What outreach has been done, and with what communities and which organizations? What form did this outreach take, and on what date(s) was it done?
2. What was sent to “all Parliamentarians”? Was it written or electronic, and on what date was it sent?
3. What was the date of the request to the Independent Advisory Board for Senate Appointments, and what specifically was requested?

paragraphe 5(3) ou 5(4) de la *Loi sur la citoyenneté* avant le 19 juin 2017 et ayant maintenant le droit de le faire au titre du paragraphe 5(1) devront déposer une nouvelle demande pour obtenir leur citoyenneté canadienne? Accordera-t-on une attention spéciale à leurs demandes ou les traitera-t-on en priorité? Quel sera le temps de traitement moyen de leurs demandes?

3. Combien de demandes ont-elles été soumises par des personnes de moins de 18 ans au chapitre du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la citoyenneté* depuis le 19 juin 2017? Combien de ces demandes ont-elles été traitées et reste-t-il encore à traiter? Pourriez-vous inclure les données sur l'âge, le sexe et la province de résidence des demandeurs? Pourriez-vous également préciser la date de la demande ainsi que la date d'entrée en vigueur de la citoyenneté?

N° 83.

Par l'honorable sénateur Downe :

Le 20 mars 2018—Dans un article récemment publié dans les médias, une porte-parole de la ministre des Institutions démocratiques a décrit les efforts déployés par le cabinet de la ministre pour mieux faire connaître le processus d'appel de candidatures et de nomination afin de combler les postes vacants au Sénat. Voici quelques-unes de ses déclarations :

- « Notre cabinet a approché des communautés ethniques et des regroupements de l'industrie » [Traduction]
- « Nous avons écrit à tous les parlementaires afin de les inciter à communiquer avec leurs électeurs et les divers acteurs de leur circonscription pour les inviter à postuler ou à poser la candidature de personnes compétentes. » [Traduction]
- Son cabinet a demandé au Comité consultatif indépendant sur les nominations au Sénat de « faire sa part » pour informer les Canadiens du processus.

Dans le contexte du processus de nomination au Sénat et de l'appel de candidatures en cours pour combler les postes vacants au Sénat :

1. Quelles mesures de communication ont été prises? Quelles communautés ont été approchées et quelles organisations? Quelle forme ces mesures ont-elles prise et à quelle date ont-elles eu lieu?
2. Qu'est-ce qui a été envoyé à « tous les parlementaires »? Ces communications ont-elles été envoyées par écrit ou par voie électronique? À quelle date ont-elles été envoyées?
3. À quelle date cette demande a-t-elle été faite au Comité consultatif indépendant sur les nominations au Sénat et que leur avez-vous demandé exactement?

No. 84.**By the Honourable Senator Downe:**

March 21, 2018—In the autumn of 2007 I asked about the number of Government of Canada buildings named after women versus those named after men. I discovered that for every building named for a woman, more than a dozen were named for men. I believe it would be worth knowing what, if any, progress has been made to redress this imbalance in the past decade.

Therefore, in order to provide current statistics, I ask: with respect to naming federal government buildings:

Federal government buildings have been named in honour of individuals who have made invaluable contributions to Canadian society. While many Canadians male and female, from various careers have contributed to the success of Canada, it appears that federal government buildings are predominately named after former male politicians.

- (a) Would the Minister of Public Services and Procurement Canada please provide a list of the names of all Canadian federal government buildings?
- (b) Would the Minister of Public Services and Procurement Canada please provide the percentage of federal government buildings which are named after women?
- (c) Would the Minister of Public Services and Procurement Canada please provide the percentage of federal government buildings which are named after former politicians?

No. 85.**By the Honourable Senator Boisvenu:**

March 27, 2018—Please provide the number of RCMP officers who received training to become Drug Recognition Experts for each of the following divisions and periods:

“B” Division Newfoundland and Labrador in 2015
 “B” Division Newfoundland and Labrador in 2016
 “B” Division Newfoundland and Labrador in 2017

“C” Division Quebec in 2015
 “C” Division Quebec in 2016
 “C” Division Quebec in 2017

“D” Division Manitoba in 2015
 “D” Division Manitoba in 2016
 “D” Division Manitoba in 2017

“Depot” Division Regina, Saskatchewan in 2015
 “Depot” Division Regina, Saskatchewan in 2016
 “Depot” Division Regina, Saskatchewan in 2017

“E” Division British Columbia in 2015
 “E” Division British Columbia in 2016
 “E” Division British Columbia in 2017

N° 84.**Par l’honorable sénateur Downe :**

Le 21 mars 2018—À l’automne 2007, j’ai posé une question sur le nombre d’édifices du gouvernement du Canada qui avaient été nommés en l’honneur de femmes, par opposition au nombre d’édifices nommés en l’honneur d’hommes. J’ai appris que pour chaque édifice nommé en l’honneur d’une femme, plus d’une douzaine portent le nom d’un homme. Je crois qu’il serait bon de savoir si ce déséquilibre a été réduit au cours des 10 dernières années.

Par conséquent, afin d’actualiser les chiffres, j’aimerais poser la question suivante, en ce qui concerne la dénomination des édifices du gouvernement fédéral :

Des édifices fédéraux ont été nommés en l’honneur de personnes ayant apporté une contribution inestimable à la société canadienne. Même si bon nombre de Canadiens et de Canadiennes de divers domaines ont contribué au succès du Canada, il semble que les édifices fédéraux aient été nommés principalement en l’honneur d’anciens politiciens.

- a) La ministre des Services publics et de l’Approvisionnement pourrait-elle fournir la liste des noms de tous les édifices fédéraux au Canada?
- b) La ministre des Services publics et de l’Approvisionnement pourrait-elle indiquer le pourcentage d’édifices fédéraux qui ont été nommés en l’honneur de femmes?
- c) La ministre des Services publics et de l’Approvisionnement pourrait-elle indiquer le pourcentage d’édifices fédéraux qui ont été nommés en l’honneur d’anciens politiciens?

N° 85.**Par l’honorable sénateur Boisvenu :**

Le 27 mars 2018—Veuillez fournir le nombre d’agents de la GRC qui ont reçu une formation d’expert en reconnaissance de drogues en ce qui concerne les divisions et périodes suivantes :

Division « B » Terre-Neuve-et-Labrador en 2015
 Division « B » Terre-Neuve-et-Labrador en 2016
 Division « B » Terre-Neuve-et-Labrador en 2017

Division « C » Québec en 2015
 Division « C » Québec en 2016
 Division « C » Québec en 2017

Division « D » au Manitoba en 2015
 Division « D » au Manitoba en 2016
 Division « D » au Manitoba en 2017

Division « Dépôt » Regina, Saskatchewan en 2015
 Division « Dépôt » Regina, Saskatchewan en 2016
 Division « Dépôt » Regina, Saskatchewan en 2017

Division « E » Colombie-Britannique en 2015
 Division « E » Colombie-Britannique en 2016
 Division « E » Colombie-Britannique en 2017

“F” Division Saskatchewan in 2015
 “F” Division Saskatchewan in 2016
 “F” Division Saskatchewan in 2017

“G” Division Northwest Territories in 2015
 “G” Division Northwest Territories in 2016
 “G” Division Northwest Territories in 2017

“H” Division Nova Scotia in 2015
 “H” Division Nova Scotia in 2016
 “H” Division Nova Scotia in 2017

“J” Division New Brunswick in 2015
 “J” Division New Brunswick in 2016
 “J” Division New Brunswick in 2017

“K” Division Alberta in 2015
 “K” Division Alberta in 2016
 “K” Division Alberta in 2017

“L” Division Prince Edward Island in 2015
 “L” Division Prince Edward Island in 2016
 “L” Division Prince Edward Island in 2017

“M” Division Yukon Territory in 2015
 “M” Division Yukon Territory in 2016
 “M” Division Yukon Territory in 2017

National Division National Capital Region in 2015
 National Division National Capital Region in 2016
 National Division National Capital Region in 2017

“O” Division Ontario in 2015
 “O” Division Ontario in 2016
 “O” Division Ontario in 2017

“V” Division Nunavut Territory in 2015
 “V” Division Nunavut Territory in 2015
 “V” Division Nunavut Territory in 2015

Division « F » Saskatchewan en 2015
 Division « F » Saskatchewan en 2015
 Division « F » Saskatchewan en 2015

Division « G » Territoires du Nord-Ouest 2015
 Division « G » Territoires du Nord-Ouest 2015
 Division « G » Territoires du Nord-Ouest 2015

Division « H » Nouvelle-Écosse en 2015
 Division « H » Nouvelle-Écosse en 2016
 Division « H » Nouvelle-Écosse en 2017

Division « J » Nouveau-Brunswick en 2015
 Division « J » Nouveau-Brunswick en 2016
 Division « J » Nouveau-Brunswick en 2017

Division « K » Alberta en 2015
 Division « K » Alberta en 2016
 Division « K » Alberta en 2017

Division « L » Île-du-Prince-Édouard 2015
 Division « L » Île-du-Prince-Édouard 2016
 Division « L » Île-du-Prince-Édouard 2017

Division « M » Territoire du Yukon en 2015
 Division « M » Territoire du Yukon en 2016
 Division « M » Territoire du Yukon en 2017

Division nationale Région de la capitale nationale en 2015
 Division nationale Région de la capitale nationale en 2016
 Division nationale Région de la capitale nationale en 2017

Division « O » Ontario en 2015
 Division « O » Ontario en 2016
 Division « O » Ontario en 2017

Division « V » Territoire du Nunavut en 2015
 Division « V » Territoire du Nunavut en 2016
 Division « V » Territoire du Nunavut en 2017

No. 86.

By the Honourable Senator Downe:

April 17, 2018—With respect to the Canada Revenue Agency (CRA):

Regarding the commitment in the 2016 federal budget to spend \$444.4 million (over five years) to combat tax evasion, and the commitment in the 2017 federal budget to spend \$523.9 million (over five years) for the same purpose: a previous answer to one of my written questions indicated that less than \$40 million of that had actually been spent as of the end of fiscal year 2016-17.

How much of that promised one billion dollars has actually been spent by the CRA:

1. as of the end of fiscal year 2016-17; and
2. as of the end of fiscal year 2017-18?

N° 86.

Par l'honorable sénateur Downe :

Le 17 avril 2018—En ce qui concerne l'Agence du revenu du Canada (ARC) :

En ce qui a trait à l'engagement pris dans le budget fédéral de 2016 d'affecter 444,4 millions de dollars (sur cinq ans) à la lutte contre l'évasion fiscale, et à l'engagement pris dans le budget fédéral de 2017 d'affecter 523,9 millions de dollars (sur cinq ans) à la même fin : la réponse à une de mes questions écrites antérieures indiquait que, de ces montants, moins de 40 millions de dollars avaient effectivement été dépensés à la fin de l'exercice 2016-2017.

Quelle part du milliard de dollars promis avait effectivement été dépensée par l'ARC :

1. à la fin de l'exercice 2016-2017;
2. à la fin de l'exercice 2017-2018?

No. 87.**By the Honourable Senator Smith:**

April 17, 2018—With respect to the Department of Justice:

1. Could the department please provide the number of life imprisonment sentences imposed for offences other than murder or high treason in each of the last five years?
2. For persons so sentenced, for which crimes were they convicted?
3. What is the total number of people convicted of all non-murder offences carrying a maximum penalty of life imprisonment in each of the last five years?
4. Could the department please provide the total number of offences under the *Criminal Code* carrying life imprisonment as a maximum penalty?

No. 88.**By the Honourable Senator Pate:**

April 26, 2018—In light of the appearance of the Honourable Jane Philpott, Minister of Indigenous Services, in the Chamber at Question Period on April 24, 2018:

1. My thanks for the Minister for her response to my question regarding the Inquest into the Deaths of Seven First Nations Youth. By way of follow-up, we request that the department provide details regarding concrete steps that have been taken to implement:
 - Jury Recommendation #59 arising from the inquest, regarding the building, furnishing, maintaining, operating and staffing of a student residence, including the number, nature, cost and results of feasibility studies regarding the implementation of this recommendation, and
 - Details regarding implementation plans and timelines for all other recommendations that the jury addressed to the Government of Canada.

N° 87.**Par l'honorable sénateur Smith :**

Le 17 avril 2018—En ce qui concerne le ministère de la Justice :

1. Pour chacune des cinq dernières années, le ministère pourrait-il fournir le nombre de peines de prison à vie imposées suite à une infraction autre que celle de haute trahison?
2. Les personnes ayant reçu ces sentences étaient reconnues coupables de quels crimes?
3. Pour chacune des cinq dernières années, quel est le nombre total de personnes condamnées pour des infractions autres que meurtre qui sont assorties d'une peine maximale de prison à vie?
4. Le ministère pourrait-il fournir le nombre total d'infractions en vertu du *Code criminel* qui sont passibles d'une peine maximale de prison à vie?

N° 88.**Par l'honorable sénatrice Pate :**

Le 26 avril 2018—À la suite de la comparution de l'honorable Jane Philpott, ministre des Services aux Autochtones, à la période des questions au Sénat le 24 avril 2018 :

1. Je remercie la ministre de sa réponse à ma question concernant l'Enquête sur le décès de sept jeunes des Premières Nations. À titre de question complémentaire, nous demandons au ministère de fournir des détails sur les mesures concrètes qui ont été prises à l'égard des éléments suivants :
 - la mise en œuvre de la recommandation 59 du jury à la suite de l'enquête, pour ce qui est de concevoir, construire, meubler, entretenir, exploiter et doter du personnel requis une résidence d'étudiants, y compris le nombre, la nature, le coût et les résultats des études de faisabilité liées à la mise en œuvre de cette recommandation;
 - les plans de mise en œuvre et échéanciers relatifs à toutes les autres recommandations que le jury a adressées au gouvernement du Canada.